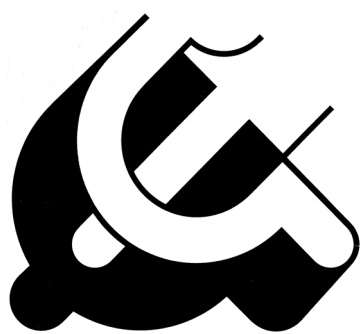




REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

À bas l'accord UE-Syriza !

Annulation de la créance de la France sur la Grèce !



- « Loi sur la sécurité », quand Hollande imite Bush p. 2
- La persécution des migrants par le gouvernement PS-PRG p. 4
- Mort d'un parrain du gaullisme, Charles Pasqua p. 6
- Le congrès du Parti de gauche p. 8
- Le Parti socialiste autrichien s'allie au parti fascisant p. 12
- Grèce : fascisme ou socialisme ? p. 14
- Déclaration internationale sur le référendum en Grèce p. 15
- L'accord nucléaire imposé par les États-Unis et la France à l'Iran p. 17
- Renouveau des luttes ouvrières au Pérou p. 21
- Le paludisme, une maladie aussi politique p. 24
- Pour la grève générale de la santé p. 28

Abrogation des lois d'espionnage généralisé de la population !

Le gouvernement Hollande-Valls avance sur tous les fronts pour remettre la bourgeoisie française en état de conserver ses positions et de récupérer celles perdues sur le marché mondial. Surfant sur la peur consécutive aux attentats du 7 janvier 2015 il a prôné l'union nationale portée par le mot d'ordre « *on est tous Charlie* ».

La loi Cazeneuve « sur le renseignement », adoptée le 24 juin par le Parlement, approuvée globalement par le Conseil constitutionnel le 23 juillet, est une pièce maîtresse du dispositif visant à permettre à la bourgeoisie de s'ordonner et de s'armer pour les combats de classe qui sont devant elle puisque pour reprendre ses parts de marché perdues et plus généralement reprendre sa place dans les rapports inter-impérialistes, il lui faudra affronter ouvertement la classe ouvrière à un moment ou à un autre.

Le prétexte du renforcement du militarisme et de l'État policier est la lutte contre le terrorisme. Il est prouvé depuis des années, aux États-Unis comme en France, que la restriction des libertés démocratiques n'empêche pas les attentats.

La violation des principes fondamentaux n'a pas produit de résultats très convaincants en termes de sécurité, c'est le moins que l'on puisse dire.

(Mireille Delmas-Marty, professeure de droit au Collège de France et membre du PS, *Le Monde*, 6 juin 2015)

Plus encore, l'État bourgeois américain et le français suscitent les attentats sur leur territoire et le djihad contre d'autres musulmans au Proche-Orient. Indirectement, par leur complicité avec les monarchies wahhabites du Proche-Orient (Arabie saoudite, Qatar, etc.) qui répandent dans le monde la version la plus anti-chiite et la plus rétrograde de l'islam sunnite (le salafisme), voire financent les bandes islamo-fascistes (EI-Daech, Al Nosra...). Directement, par la discrimination envers les Arabes et les musulmans sur leur territoire, par les interventions militaires dans les pays dominés.

L'un des objectifs de cette loi est de donner une existence légale aux dispositifs déjà conséquents mis en œuvre en toute illégalité par les services de renseignement : pose de micros et de caméras de surveillance, pose de logiciels espions pour les machines situées à l'étranger, fausses antennes relais destinées à espionner les téléphones portables dites IMSI-catchers (utilisées notamment pour l'interception des communications passées dans les prisons), etc.

Ils seront complétés par la possibilité donnée au Premier ministre d'imposer l'installation de « boîtes noires » sur les réseaux des fournisseurs d'accès à Internet et des hébergeurs de données. Pilotées par des algorithmes dont on ne connaît pas le degré de sophistication, ces boîtes auront pour mission de « *détecter une menace terroriste sur la base de traitements automatisés des informations* » (article L.851-4). Si les services chargés du renseignement estiment qu'une menace terroriste est confirmée par l'analyse des données, ils auront la possibilité d'obtenir l'identité de l'internaute.

Ces boîtes noires auront deux fonctions principales : savoir qui communique avec des cibles connues du renseignement et détecter ceux qui utilisent des techniques de dissimulation : cryptage et techniques similaires.

L'article L.811-3 étend considérablement le champ d'action de la police politique (DGSI) et éventuellement d'autres services (DGSE, DRM, DPSD, DN-RED, Tracfin...) selon des modalités qui seront précisées par un décret du Conseil d'Etat. Les prétextes à espionnage sont nombreux et amples : « *l'indépendance nationale, l'intégrité du territoire et la défense nationale* », « *les intérêts majeurs de la politique étrangère et l'exécution des engagements internationaux de la France et les intérêts économiques et scientifiques nationaux* », « *la prévention du terrorisme* », « *la prévention de la criminalité* », « *la prévention des atteintes à la forme républi-*

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, italien, russe, turc : revolutionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Les articles signés n'engagent pas le GMI

caine des institutions, des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale ou de la reconstitution ou d'actions tendant au maintien de groupements dissous », « la prolifération des armes de destructions massives ». L'étendue des motifs ouvre la voie à la surveillance de masse, ce que justifie le ministre PS de l'Intérieur.

Si nous sommes confrontés au risque de violences extrêmement graves, il est normal que nous puissions prendre toutes les précautions nécessaires pour les prévenir, en vertu des pouvoirs de police administrative dont nous disposons. (Bernard Cazeneuve, Examen du projet de loi à l'Assemblée nationale séance du 1^{er} avril 2015 – compte rendu n° 59)

En conséquence, cette loi est un outil de combat contre les masses pour permettre à l'État bourgeois français d'avoir les moyens de les contrôler individuellement ainsi que leurs organisations et de mettre en route l'appareil répressif contre les grèves, les luttes sociales et plus encore la révolution sociale !

Un mouvement de contestation a bien été initié par l'Observatoire des libertés et du numérique (OLN), le syndicat national des journalistes (SNJ), le Syndicat des avocats de France (SAF), le Centre d'études sur la citoyenneté, l'informatisation et les libertés (CECIL), le Syndicat de la magistrature (SM), l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT)... qui ont appelé à un rassemblement le 4 mai. Pour autant, aucun parti ouvrier, aucune confédération n'a organisé le combat contre ce projet de loi liberticide, n'a appelé à une manifestation centrale à l'Assemblée nationale le jour du vote du texte pour en exiger le retrait.

Toutes les bureaucraties syndicales (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, UNSA...) ont appelé à l'union nationale avec le gouvernement et le Medef en janvier. Le syndicat CGT-Police ne remet pas en cause le principe d'une loi d'espionnage de la population et encore moins l'existence d'officines de l'impérialisme, il se contente de demander « un texte recentré sur le terrorisme et doté de garde-fous plus importants qu'une simple commission administrative sans moyens ». Le syndicat FO-Police approuve carrément le gouvernement : « pour Unité SGP Police-FO, les dispositions prévues dans le projet de loi sont globalement de nature à répondre aux besoins des services de renseignement au quotidien, dans un contexte terroriste très actif ».

Tous les partis d'origine ouvrière (PS, PCF, PdG) ont participé à l'union nationale avec les partis bourgeois (MoDem, UDI, UMP-LR, FN) et les représentants des États islamistes du Golfe arabo-persique en janvier. Aujourd'hui, ils prétendent concilier l'espionnage de la population avec la démocratie, sans mettre en cause l'impérialisme français, ses interventions militaires, ses rela-

tions diplomatiques, ses ventes d'armes, ses discriminations xénophobes.

Autant dire que le gouvernement Hollande-Valls avait les mains libres. Les députés du PS ne défendent même plus les libertés démocratiques et, avec ceux des partis bourgeois, préparent une société à la Big Brother. De même, l'Assemblée a adopté à la demande du gouvernement PS-PRG une rectification du budget pour augmenter de 4 milliards d'euros les moyens de la guerre et de l'espionnage. En même temps, Touraine, Hirsch et les directeurs d'hôpitaux cherchent à économiser 3 milliards dans la santé publique.

Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire... effroyable corps parasite, qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité, qu'il aida à renverser...

Chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre d'intérêt supérieur, général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et aux universités.

La République parlementaire se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental... (Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, 1852, ch. 7)

Au nom de la défense de la démocratie, il y a toujours moins de libertés démocratiques. Au nom de l'union nationale, de la patrie en danger et du nécessaire rassemblement patriotique relayé par les organisations « réformistes », le gouvernement Hollande-Valls renforce l'appareil répressif d'État avec la rallonge budgétaire pour l'armée et les services secrets, avec la loi d'espionnage systématique de la population.

Cet État monstrueux, répressif et envahissant n'est pas la solution aux problèmes des travailleurs, comme le prétendent le PS, le PCF, le PdG et les bureaucraties syndicales, mais l'instrument de la classe dominante. La classe ouvrière devra l'affronter et le démanteler pour en finir avec l'exploitation, la précarité, la guerre, sauver l'environnement et ouvrir la voie du socialisme mondial.

27 juillet 2015

Matraqués à Paris, noyés en Méditerranée, électrocutés à Calais



Depuis le printemps, les media se font l'écho avec des accents qui recherchent systématiquement l'effet émotionnel maximal, d'un véritable drame qui se joue dans notre pays, mais de façon plus générale dans cette forteresse que constituent les 28 pays de l'UE, en relation avec les soubresauts et les désastres (climatiques, économiques, géopolitiques) que multiplie la recherche effrénée et de plus en plus problématique de la valorisation du capital à l'échelle mondiale.

Pour nous en tenir à notre pays, les toponymes tels que : métro La Chapelle et Halle Pajol dans le XVIII^e arrondissement de Paris, quai d'Austerlitz dans le XIII^e, Calais, Vintimille... sont devenus familiers comme synonymes de la grande misère matérielle et morale que connaissent depuis des mois environ un millier de migrants, dont la majorité a bravé des dangers inouïs (d'après le HCR, on compterait près de 2 000 noyés en Méditerranée rien que pour les premiers six mois de l'année 2015) afin d'échapper aux persécutions, voire à la mort, dans ces pays misérables et instables comme l'Afghanistan ou en proie à de sanglantes dictatures que sont l'Érythrée, le Soudan...

Contrairement à la vague de migration en provenance de Tunisie auquel on assista en 2011 et 2012, ces nouvelles populations ne comptent pas seulement des hommes jeunes, mais aussi des femmes, des enfants en bas âge que les autorités ont laissés dans l'abandon le plus total pendant des mois, sans eau courante, sans sanitaires, contraints de coucher à même le sol et de compter sur la charité des populations pour se nourrir et se protéger un minimum de la chaleur accablante et des intempéries.

De plus, la très grande majorité de ces personnes, quoique souvent diplômée, n'est pas francophone et éprouve donc les plus grandes difficultés pour se déplacer dans des villes où elle ne peut en général pas com-



muniquer valablement avec leur voisinage ou les représentants des autorités administratives et des organismes caritatifs qui daignent parfois leur rendre visite.

Comme si ces manquements inadmissibles aux dispositions des traités internationaux sur le droit d'asile et d'assistance aux populations migrantes ne suffisaient pas, il faut souligner que la police du gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve-Taubira n'a pas hésité à utiliser à plusieurs reprises la manière forte contre les migrants et leurs rares soutiens, en faisant usage de gaz lacrymogène, voire de la matraque. La police les a contraints à être dispersés entre divers centre d'hébergement, dont tout le monde sait bien qu'il s'agit plutôt de camps de rétention qui sont souvent l'antichambre de l'expulsion en catimini.

À cet égard, la mouvance anarchiste et autonome qui est la seule à avoir assuré une présence constante auprès des migrants, a parfaitement raison de souligner que cette politique xénophobe des autorités gouvernementales et municipales « de gauche » (du moins en ce qui concerne Paris) ont pour seul but de diviser les migrants afin de les empêcher de rester groupés et donc de peser d'un poids plus lourd, ne serait-ce que pour revendiquer les droits qui leur reviennent.

Dans les derniers jours, certains membres du gouvernement comme le sous-ministre PS Le Guen ou encore l'ex-bureaucrate étudiant de l'UNEF Bruno Julliard, recyclé à la mairie de Paris, se font plus patelins en allant même jusqu'à souligner que les migrants ont en général le désir de « travailler » et de « s'insérer », mais que malheureusement, les Anglais dans leur gestion de l'eurotunnel, ou encore les Italiens dans leur laxisme seraient les véritables responsables des tensions et des drames qui se produisent jour après jour. Ce en quoi ils collent à la mairie LR de Calais et aux propos de Xavier Bertrand.

Quelle répugnante hypocrisie, lorsqu'on sait que le gouvernement PS-PRG vient de faire voter le 15 juillet au Parlement deux nouvelles lois pour faciliter l'expulsion des réfugiés déboutés du droit d'asile et donner des pouvoirs supplémentaires (y compris de délation) aux chefs d'établissements scolaires, à EDF et même aux organisations caritatives pour exercer une surveillance et un contrôle plus stricts des populations étrangères !

Si on a vu des élus du PS, du PCF et du PdG participer à certaines manifestations de soutien aux migrants et même subir des brutalités de la part des forces « de l'ordre » qui, on le sait, dans leur fougue répressive, manquent parfois singulièrement de sens « politique » et cognent indistinctement sur tout ce qui se présente. Cela est vrai, mais comment ne pas remarquer en revanche que les dirigeants du mouvement ouvrier ne rompent pas pour autant les unions de gestion municipale et se sont surtout bien gardés de mobiliser les partis politiques qui se réclament des travailleurs, les syndicats, les associations pour organiser une solidarité concrète et politique avec les migrants qui aille au-delà des thèmes humanitaires chers aux organisations caritatives d'inspiration religieuse.

Les migrations sont destinées à s'amplifier. La bourgeoisie en déclin, qui les alimente par le pillage impérialiste, par les interventions militaires (comme celle de l'impérialisme français en Libye) et les guerres par procuration, par la destruction de l'environnement... s'en sert pour surexploiter, diviser et affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière. Des fractions grandissantes de la classe dominante soufflent sur les braises du nationalisme, de la xénophobie, du cléricalisme et du racisme. L'absence de droits des sans-papiers, la discrimination entre nationaux et étrangers n'empêchent pas les migrations mais renforcent la concurrence entre les travailleurs et les affaiblissent tous.

Dans ces conditions, c'est à la classe ouvrière internationale, la classe de l'avenir, qu'il revient de défendre sa fraction la plus fragile et l'ensemble des étrangers vulnérables. Elle est entravée cependant par l'acception généralisée du chauvinisme, voire par la « *politique de l'immigration* » menée par les partis réformistes des pays impérialistes quand ils accèdent au pouvoir.

Dans notre pays comme partout où les circonstances l'exigent, il est urgent que les organisations ouvrières qui se réclament de l'internationalisme s'adressent directement, en leur nom propre et en brandissant leur programme de transformation sociale et politique internationale, aux travailleurs migrants, qu'ils contribuent à les organiser pour qu'ils obtiennent non seulement les droits élémentaires qui leur sont formellement reconnus, mais ceux qui leur reviennent de par leur ap-

partenance à la classe internationale des exploités, des opprimés, des damnés de la terre.

D'ores et déjà, le mouvement ouvrier révolutionnaire a le devoir de harceler les directions des organisations de masse, syndicales et politiques, du mouvement ouvrier pour exiger :

- Abolition des lois xénophobes ! Pleins droits de circulation, d'installation et d'emploi pour tous les travailleurs migrants et leurs familles, les étudiants qui désirent vivre un temps ou s'établir en France ou en Grande-Bretagne.
- Pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs quelle que soit leur nationalité ou leur confession religieuse
- Organisation de la défense conjointe travailleurs français et migrants contre la répression policière et les agressions fascistes et racistes

Ces objectifs sont réalistes parce qu'ils contribuent à résoudre le problème historique des migrations humaines et avancent sur la seule voie de salut pour l'humanité : la République universelle des soviets !

5 août 2015



En avril 1938, l'Assemblée nationale élue en avril-mai 1936 investit le gouvernement Daladier (Parti radical) par 514 voix pour (dont les députés PCF et PS-SFIO) et 8 contre. Celui-ci multiplie les expulsions d'étrangers « indésirables » et enferme les autres, dont personne ne veut, dans des camps. Notre organisation d'alors, le Parti ouvrier internationaliste-SFQI, mène campagne contre les mesures xénophobes.

Pasqua (1927-2015), pilier de la république bourgeoise

Sans De Gaulle et Paul Ricard, je ne serais pas ce que je suis. (Charles Pasqua)

Pasqua, orchestrateur des milices gaullistes et des réseaux de la Françafrique, ancien chef des flics en uniforme et de la police secrète, est mort le 29 juin à l'âge de 89 ans.

Les politiciens bourgeois, ceux qui dirigent des partis, qui sont maires, députés, sénateurs, qui passent à la télévision et qui s'exhibent au Salon de l'agriculture... ne seraient rien sans deux sortes de personnages qui restent dans l'ombre : l'état-major et les hauts fonctionnaires d'une part, les exécuteurs de basses œuvres d'autre part. Comme Jean-Marie Le Pen, Charles Pasqua a plus fréquenté, dans les années 1950 et 1960, les tortionnaires que les énarques. Tout en devenant un élu, un responsable national du parti gaulliste aux multiples appellations, un membre de deux gouvernements de la 5^e République de la bourgeoisie française, il a passé sa vie à manigancer des coups fourrés, en lien avec des flics, des barbouzes et aussi des malfrats. Ceci expliquant cela.

Fils de policier corse, il s'engage dans la résistance gaulliste avec son père en 1942. Dans les années 1944-1947, De Gaulle parvient, avec l'aide du PCF et du PS-SFIO, à surmonter la crise révolutionnaire, à reconstruire l'État bourgeois et l'empire colonial. Pasqua étudie le droit à l'université. Quand De Gaulle est écarté du pouvoir et fonde le parti bourgeois RPF qui fait le coup de poing contre les militants du PCF, alors nombreux et actifs, Pasqua en est.

Mais ce n'est pas un métier, car le RPF est dans l'opposition. Heureusement pour lui, si les ouvriers et employés communistes (internationalistes ou stalinien) et syndicalistes (CGT) sont souvent licenciés par les patrons, les pétainistes et les gaullistes sont facilement recasés comme cadres par les groupes capitalistes. Dans le cas de Pasqua, Paul Ricard, patron d'une entreprise de boissons alcoolisées basée à Marseille, lui assure l'emploi et une carrière fulgurante puisqu'il est directeur général des ventes en 1962 puis numéro deux du groupe Pernod-Ricard en 1966.

Entretemps, en 1958, suite à un coup d'État militaire, le général De Gaulle revient au pouvoir avec l'aide du PS-SFIO. En 1960, l'UNR nomme sa milice « Service d'action civique » (SAC), avec à sa tête Foccart, Peretti et Pasqua.

Les amis de « Charles » concèdent alors qu'il est facilement séduit par les truands. (Le Monde, 1 juillet 2015)

Pour servir De Gaulle, le SAC rassemble barbouzes, policiers, gendarmes, mercenaires, délinquants de droit commun et même anciens membres français de la Gestapo.

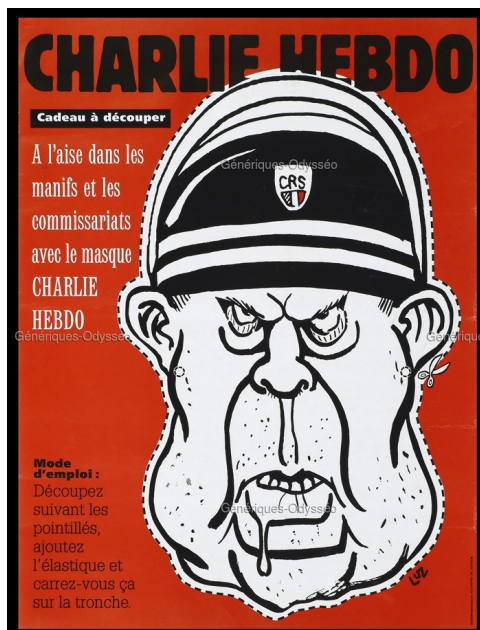
Parlant publiquement devant les citoyens le langage officiel de l'ordre, de la religion, de la famille, de la propriété, Bonaparte a derrière lui la société secrète des escrocs et des voleurs, la société du désordre, de la prostitution et du vol. (Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, 1852)

Le SAC occupe alors la place des organisations fascistes (discréditées par leur collaboration avec l'impérialisme allemand de 1940 à 1944) pour agresser les militants ouvriers et les combattants algériens. En mai 1968, des membres du SAC déguisés en ambulanciers ramassent des manifestants pour aller les tabasser au sous-sol de leur siège, rue de Solferino. Le SAC fournit les troupes de choc aux CDR, milice contre-révolutionnaire des gaullistes.

Dès le 17 mai, un manifeste signé du Comité de défense de la République (CDR) dénonce à Marseille l'agitation entretenue par une minorité qui tente d'imposer sa loi... Le 22 mai, le CDR des Bouches-du-Rhône invite à une mobilisation « pour la patrie et pour la France ». Le lendemain, les locaux du PCF sont plastiqués. (Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, 68, une histoire collective, 2008)

Face à la crise révolutionnaire ouverte par le mouvement insurrectionnel de la jeunesse et par la grève générale, le vice-président du SAC Pasqua organise la manifestation réactionnaire du 30 mai aux Champs Élysées tandis que De Gaulle menace d'une intervention de l'armée et que le PCF et la bureaucratie syndicale de la CGT s'emploient à faire cesser la grève générale. Dans les jours qui suivent, les sbires du SAC attaquent, avec les fascistes d'Occident, des lieux occupés par les grévistes.

L'UDR donne à Pasqua, jusqu'alors homme de l'ombre, un visage présentable en le faisant élire député fin juin 1968. Il quitte alors le groupe Ricard. Le parti gaulliste, Pasqua et d'autres SAC lancent en 1969 l'UNI au sein des universités, richement dotée pour contrer l'influence des syndicats et des organisations



révolutionnaires, recourant à la calomnie et à la violence physique. *Libération* publie un plan du SAC prévoyant l'internement de militants ouvriers dans des stades.

Chirac, ancien ministre UDR de l'Intérieur, puis premier ministre de Giscard, préside des réunions nationales du SAC. Après avoir fondé le RPR, Chirac s'appuie sur Foccart et Pasqua. Le ministre du travail de Giscard, Boulin, est « suicidé » en 1979 par le SAC qui fait disparaître ses archives. Chirac fait de Pasqua son chef de campagne présidentielle en 1981. Pasqua emploie tous les moyens pour discréditer le rival de Chirac, Giscard.

Mitterrand dissout le SAC en 1982, après des crimes crapuleux.

Chirac nomme Pasqua ministre de l'Intérieur en 1986, son ami Marchiani est placé à la tête des espions (SDECE). Chirac, Pasqua et Pandraud répriment le mouvement étudiant et lycéen de 1986 contre la loi Devaquet : Malik Oussekin, un étudiant est assassiné par la police. Pasqua souhaite en 1988 une alliance du RPR avec le FN : « *Le FN se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité* ».

Pasqua se prononce contre le traité de Maastricht en 1992. Balladur le nomme à nouveau ministre de l'Intérieur en 1993. Il réprime le mouvement de la jeunesse contre les décrets Balladur instaurant un CIP en 1994, les décrets sont néanmoins retirés. Il est aussi l'auteur de plusieurs lois (9 septembre 1986, 24 août 1993, 24 avril 1997) anti-immigrés permettant de refouler des réfugiés et de précariser les étrangers sans papiers résidant sur le sol français.

Persécuteur de travailleurs venus d'Afrique depuis 1959, il est l'ami de chefs d'État africains.

Les connaisseurs de l'Afrique savent depuis longtemps comment les réseaux Pasqua ont peu à peu pris la place des anciens réseaux Foccart... Charles Pasqua mène en Afrique, notamment dans les pays pétroliers, sa propre diplomatie. Il essaie d'installer un homme à lui – souvent un Corse – chez la plupart des présidents africains. (Le Monde, 1 juillet 2015)

Adversaire depuis 1968 des étudiants de l'université publique, il fonde une université privée surnommée « fac Pasqua » dans le département dont il est président, les Hauts de Seine, le berceau politique des époux Balkany et du futur ministre de l'Intérieur et président de la République Sarkozy. En 1999, Pasqua mène pour les élections

européennes une campagne souverainiste avec le vicomte de Villiers.

En 2002, Pasqua rit beaucoup quand le PS, le PCF et la LCR appellent à voter, avec lui, pour le « républicain » Chirac au second tour de la présidentielle. En 2005, il fait campagne avec Seguin et de Villiers pour le « Non » au référendum sur le projet de constitution européenne.

Illustrant mieux que quiconque les dessous mafieux de la politique bourgeoise, il est nommé dans énormément d'affaires judiciaires, s'en tirant avec des peines de prison avec sursis.

Son dernier acte politique est de participer, le 30 mai 2015, au congrès de fondation de LR. Sarkozy l'embrasse publiquement ce jour-là.



Pasqua et Sarkozy

Les défenseurs de l'État bourgeois et les nationalistes de tout bord se bousculent pour rendre hommage au vendeur d'alcool, au responsable des basses œuvres du gaullisme, au matraqueur d'étudiants, au persécuteur d'étrangers pauvres ou en danger... À l'annonce de son décès, Le Pen père salue « *un patriote, un*

combattant national eurosceptique » ; Philippot, vice-président du FN, célèbre « *un grand patriote* » ; Hortefeux de LR, ancien ministre de l'Intérieur et grand expulseur d'immigrés regrette « *une perte terrible : Il a eu le courage de mettre sur la table des sujets qui nous marquent encore aujourd'hui : terrorisme, immigration, sécurité* ». Sarkozy estime que « *la France perd l'un de ses plus grands serviteurs* ». Manuel Valls, premier ministre PS et autre expulseur d'immigrés, évoque un « *gaulliste et bon vivant admirateur de François Mitterrand* ». Jean-Luc Mélenchon, ancien ministre de la 5^e République et fondateur du PdG, salue « *un républicain qui n'avait pas peur* ».

Quand on leur parle de « *républicains* » ou de « *patriotes* », les travailleurs doivent comprendre : héritiers des fossoyeurs de la Commune de Paris, des fauteurs de deux guerres mondiales, des oppresseurs des peuples coloniaux, des briseurs de grève, des préparateurs de listes de « *rouges* » à enfermer dans les stades...

Depuis le 29 juin, il s'en compte un de moins.

1 août 2015

Mélenchon et le Parti de gauche s'enfoncent dans le chauvinisme



Le Parti de gauche (PdG) a tenu son 4^e congrès à Villejuif du 3 au 5 juillet 2015, au moment du référendum appelé par le gouvernement Syriza-ANEL en Grèce. Revendiquant 12 000 militants au précédent, il en aurait perdu depuis, officiellement, 2 000.

Un parti réformiste et social-chauvin dès l'origine

Le PdG a été lancé en 2008, à partir d'une scission réduite du PS menée par Jean-Luc Mélenchon, formé à l'ex-OCI lambertiste, franc-maçon, admirateur indéfectible de Mitterrand, ancien ministre du gouvernement Jospin, sénateur. Le PdG rassemble, outre des élus du PS, des bureaucrates syndicaux de la CGT et de la FSU, des recyclés de l'organisation protectionniste ATTAC, des déçus du PCF, du POI ou du NPA, des anciens de l'ex-OCI-PCI en quête d'un parti social-démocrate de gauche... Le choix du nom du parti renvoie au vocabulaire de la bourgeoisie car la fausse opposition entre « gauche » et « droite » sert à brouiller la lutte entre les classes sociales.

Les dénominations politiques sont à remplacer par des dénominations de classe. (Vladimir Lénine, Trois crises, juillet 1917)

Par conséquent, parler de « vraie gauche » ou de « fausse gauche », comme le font Michel Onfray, le NPA, le site WSWWS... revient à distinguer les vraies des fausses religions, les vrais astrologues des faux. En sus, quand cela les arrange, le PdG et le PCF abandonnent « la gauche » pour l'union encore plus large de tous « les républicains ». En conformité avec son nom, le Parti de gauche se dote d'un programme bourgeois, dont la rhétorique républicaine et citoyenne parodie celle, déjà illusoire, de la bourgeoisie du temps où elle était encore progressiste.

L'égalité de la bourgeoisie, l'abolition des privilèges de classes, est très différente de celle du prolétariat, l'abolition des classes elles-mêmes. (Friedrich Engels, Anti-Dühring, 1877)

D'où les références multiples à une révolution française falsifiée et édulcorée, vidée de toute violence révolutionnaire. La « révolution citoyenne » (sic) du PdG et du PCF remplace la prise de la Bastille, la mobilisation des sans-culottes et la guerre des Jacobins contre la réaction intérieure et extérieure par des espoirs pacifistes et fallacieux dans les urnes et les bulletins de vote. Or, en 1944, les libertés démocratiques ont été reconquises par le peuple en armes. Déjà, en 1848, il avait fallu que le prolétariat fût armé pour arracher la République.

Lamartine contesta aux combattants des barricades le droit de proclamer la République, disant que seule la majorité des Français avait qualité pour le faire ; qu'il fallait attendre leur vote, que le prolétariat parisien ne devait pas souiller sa victoire par une usurpation. Mais, cette fois, les ouvriers étaient résolus à ne plus tolérer un escamotage semblable à celui de juillet 1830. Ils étaient prêts à engager à nouveau le combat et à imposer la République par la force des armes. C'est avec cette mission que Raspail se rendit à l'Hôtel de ville. Au nom du prolétariat parisien, il ordonna au Gouvernement provisoire de proclamer la République... (Karl Marx, Les Luttes de classe en France, 1850, ch. 1)

Le crétinisme électoral des cadres du PdG s'est étalé au 4^e congrès.

Dans un week-end marqué par le référendum en Grèce, le Parti de Gauche réunit ses 550 délégués, à Villejuif... A 26 ans, Andréa Kotarac est chef de file du PG à Lyon métropole pour les régionales. Pour lui, la voie à suivre est celle du premier ministre grec : « Tsipras établit un réel rapport de force avec ce référendum. Il a gagné le combat et ce qui se passe en Grèce va faire tâche d'huile ». (Libération, 4 juillet 2015)

Le PdG participe du désarmement des travailleurs par la démocratie bourgeoise et préconise le renforcement de l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Nous devons impérativement stopper la baisse des effectifs de la police et recruter. (L'Humain d'abord, Libro, 2011)

Ennemi de Merkel, pas de Dassault

L'idéologie hétéroclite du PdG combine, à cette tradition franc-maçonne, deux emprunts à la bourgeoisie

en déclin : le charlatanisme keynésien qui prête à l'État national la capacité de sauver le capitalisme ; l'écologisme politique qui sert à culpabiliser les individus ou à mettre en cause la science et la technique, alors que les dégâts commis à l'environnement, surtout dans les pays dominés, découlent non du « *productivisme* » mais du capitalisme, au premier chef des groupes capitalistes des pays impérialistes comme la France.

Le contenu politique de l'opportunisme et du social-chauvinisme est identique : c'est la collaboration des classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. (Vladimir Lénine, *L'Opportunisme et la faillite de la 2^e Internationale*, janvier 1916)

La sortie de l'euro et de l'Union européenne (UE) sera réactionnaire si elle n'est pas la conséquence de la révolution sociale, accompagnée du mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe.

Le désespoir des couches les plus archaïques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ruinées par les grands groupes capitalistes (en fait, souvent français) est exprimé par certains partis politiques bourgeois (MRC, DIF, MpF, FN...) qui l'orientent dans le repli irrationnel sur les frontières hexagonales. Le protectionnisme est relayé par une grande partie des agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat. L'europhobie du PCF, du PdG, du POI, des directions de la CGT, de FO, de la FSU... divise et désoriente tout autant les travailleurs que l'acceptation de l'Europe des capitalistes par l'autre aile de l'opportunisme et du social-chauvinisme : le Parti socialiste (PS), la direction de la CFDT, celle de l'UNSA...

L'ennemi principal est dans notre propre pays. (Karl Liebknecht, *Tract*, mai 1915)

Pour le Parti de gauche, le principal ennemi, ce sont les capitalismes qui concurrencent le sien et surtout la bourgeoisie allemande qui l'emporte largement en Europe depuis la réunification de 1989 et le rétablissement du capitalisme en Europe de l'Est.

Ils ont annexé un pays, la RDA. Cette méthode, ils l'ont ensuite appliquée à toute l'Europe, et maintenant c'est à nous qu'ils veulent l'appliquer. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Hareng de Bismarck, le poison allemand*, Plon, 2015)

Rompre avec le poison allemand est donc une exigence nationale, populaire, sociale et philosophique pour le camp du progrès humain et la lutte contre le productivisme. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Hareng de Bismarck*)

Mélenchon reprend la tradition anti-« boche » de la sociale-démocratie de 1914 à 1918 et du stalinisme à par-

tir de 1941. C'était le reflet de l'attitude de la majorité de la bourgeoisie française incarnée par le 2nd Empire et le 3^e République de 1852 à 1940, maintenue après la défaite de l'impérialisme français par le général De Gaulle, son CNR et son GPRF. Ce n'est qu'en 1952 que la 4^e République, pour fonder la CECA puis la CEE (renommée UE en 1992), a tendu la main à la bourgeoisie voisine, dont les États-Unis avaient rétabli l'État et l'économie, mais dont la puissance militaire et l'influence internationale étaient considérablement abaissées par la défaite de 1945.

Nous autres, internationalistes révolutionnaires, sommes des ennemis beaucoup plus dangereux pour la réaction allemande que tous les gouvernements de l'Entente [entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie durant la 1^{re} Guerre mondiale]. En effet, leur hostilité contre l'Allemagne n'est qu'une simple rivalité de concurrents tandis que notre haine révolutionnaire contre sa classe dirigeante est irréductible. (Lev Trotsky, *Lettre ouverte à Guesde*, octobre 1916)

Mélenchon est plus complaisant envers Serge Dassault, le capitaliste et sénateur UMP-LR : « *un grand industriel* », dit-il, dans un langage qui n'a rien à envier à Hollande, Valls ou Macron. À croire que quand l'actionnaire principal et PDG d'un grand groupe capitaliste lié étroitement à l'État bourgeois, fabriquant et vendant des avions de luxe et des instruments de destruction, est français, il n'est pas « *productiviste* ».

Pendant un temps, l'appareil du PdG s'est bercé d'illusions en misant sur la faconde de son chef et le détournement de l'aspiration à l'unité ouvrière dans un mini-front populaire, le Front de gauche. Celui-ci est un bloc d'organisations d'origine ouvrière avec des débris bourgeois issus de l'écologisme politique ou du MRC, le parti « souverainiste » dont le déclin profite aussi à DIF et au FN (parmi les transfuges du MRC au FN, figurent Florian Philippot et Bertrand Duthéil de La Rochère).

Le Front de gauche a réussi à s'élargir, sur sa droite, à EELV après son départ du gouvernement, en particulier aux municipales, et, sur sa gauche, au NPA dans sa campagne de soutien à la politique de Syriza, à LO et au NPA, lors de sa campagne pour une « *révolution fiscale* » (sic).

Les racines de la crise du Front de gauche

Mais le PdG peine à trouver une place entre les deux partis ouvriers bourgeois traditionnels, le PS et le PCF. Le PS a une place historique qui est héritée de la création en 1905 du premier parti ouvrier de masse, alors opposé à tous les partis bourgeois monarchiques et républicains, sous l'impulsion de la 2^e Internationale ouvrière. Le PCF conserve une influence car il vient de la création d'un parti révolutionnaire et anticolonialiste,

sous l'impact de la révolution socialiste de 1917 en Russie, par la 3^e Internationale ouvrière.

Le PdG s'ajoute aux partis qui ont conservé le nom pour mieux trahir la révolution sociale qui était le but proclamé de leur fondation. Mais il n'a pas de telles racines, son événement fondateur étant mineur et étroitement français. Il s'agissait de la victoire ambiguë d'un « Non » au référendum de 2005 pour la ratification du projet de constitution de l'UE, « Non » qui était prôné par LO, la LCR, le PCF, une partie du PS... mais aussi par une faction de l'UMP (dont Pasqua), le MRC, DIR et le FN.

Par conséquent, le PdG ne pèse pas grand-chose à côté des deux grosses machines à exploiter politiquement les travailleurs, malgré le reflux actuel de l'électorat du PS (comme à chaque fois qu'il gouverne) et la poursuite du déclin historique du PCF (que l'éloignement, temporaire, du pouvoir ne peut que ralentir).

Le mini front populaire Front de gauche est malade, sinon moribond, car il se distingue mal tantôt du PS, tantôt du FN. Le protectionnisme du FN est délirant mais clair : il se prononce pour l'abandon de l'euro et la sortie de l'UE. Le parti fascisant ne peut être contré sur le terrain du nationalisme, mais seulement en défendant des mesures ouvrières radicales, la révolution sociale, un gouvernement des travailleurs du type Commune de Paris de 1871 et pouvoir des soviets de 1917. Or, les partis ouvriers bourgeois (le PS, le PdG et le PCF) en sont inca-

pables, car cela signifierait l'affrontement à la bourgeoisie française. La magie du verbe n'a donc pas suffi, face à Le Pen, à Hénin-Beaumont le 11 juin 2012.

À 20 h 15, les résultats définitifs d'Hénin-Beaumont tombent. Mme Le Pen y fait son meilleur résultat et frôle les 50 % des voix... M. Mélenchon, 21,48 % qui ne sont cependant pas suffisants pour lui permettre de se qualifier pour le second tour. Il est devancé par M. Kemel [PS], qui termine avec 23,50 % des suffrages. L'abstention s'élève à 42,88 %. (Le Monde, 11 juin 2012)

Loin d'en tirer les leçons, le PdG et le PCF ont soutenu de fait l'intervention impérialiste au Mali en 2013. Tout le Front de gauche a participé à l'unité nationale décrétée par Hollande et Valls en janvier 2015 avec le Medef et Sarkozy. Le Front de gauche se retrouve avec le LR et le FN pour trouver que le gouvernement PS-PRG n'en fait pas assez pour l'armée bourgeoise.

Lors du Conseil de Défense du 29 avril, François Hollande a consenti une rallonge budgétaire de 3,8 milliards d'euros pour le ministère de la défense et « pérennisé » les budgets défense pour 2016 et 2017, mais aussi l'opération Sentinelle. C'est insuffisant compte tenu de l'inadéquation des moyens mis à disposition de l'armée française - manque criant d'effectifs et d'investissements cruciaux, matériels défectueux... Le rôle d'un véritable chef de l'État est de définir une stratégie adaptée au statut de cinquième puissance mondiale qu'est la France. (PdG, Communiqué, 30 avril 2015)

Il s'est rallié à Poutine comme une partie de LR, DIF, le MpF et le FN. Le PCF, le PdG, Ensemble et le NPA ont appuyé à fond la Syriza de Grèce, parce qu'ils pratiquent le même genre de politique et préparent le même genre d'alliance, débouchant sur les mêmes trahisons. Mélenchon a d'ailleurs réaffirmé au sortir du congrès que les travailleurs grecs devaient bien rembourser la dette de leur bourgeoisie envers l'impérialisme français, même s'il fallait leur laisser un peu de temps.

On doit arriver à un moratoire sur la dette grecque, peut-être un délai de grâce, une période pendant laquelle on ne paie pas, pour que les gens reprennent leur souffle. (Jean-Luc Mélenchon, Intervention au meeting de soutien à Syriza, 5 juillet 2015)

En plus, le Front de gauche se divise, car le PCF, pour conserver ses élus, a maintenu ses alliances électorales avec le PS alors que le PdG s'y refuse, tout en pactisant sans scrupule avec EELV, un parti totalement étranger à la classe ouvrière.

« Le PC, quand je vois où ils en sont rendus aujourd'hui, ils nous ont trahis », regrette Claude Biardeau,



La filiation du PdG est l'étatisme à la Lassalle-Webb, le chauvinisme à la Thorez-Marchais et le protectionnisme à la Lord Keynes

co-secrétaire PG à Cholet. « Ils sont trop dépendants du PS, ils privilégient leurs postes, les élus. Ils ne sont pas dignes d'un grand parti révolutionnaire. » Mais difficile de se passer de la force de frappe des alliés communistes, rappelle Pascal Gatty, délégué PG en Moselle : « Ils ont un gros appareil militant déjà constitué, pas nous, ce serait donc dommage de se battre sans eux. » (Libération, 4 juillet 2015)

La fuite en avant dans l'électorisme et le nationalisme

La paralysie du Front de gauche et la concurrence du FN sur le terrain du protectionnisme et du nationalisme expliquent l'affaiblissement du PdG, ainsi que le détachement grandissant de Mélenchon vis-à-vis de son propre parti. Son hebdomadaire paraît irrégulièrement et le dernier numéro de sa revue date de 2012. Moins de 3 500 membres (sur les 10 000 revendiqués par la direction) ont voté lors de la préparation du congrès. En plus, 55 % seulement ont ratifié l'orientation de la direction.

Déjà, voici un an, quelques mois après le 3^e congrès qui l'avait désigné co-président, Mélenchon a abandonné brutalement la direction du PdG. Il a lancé alors, sans ses partenaires du Front de gauche, un « mouvement » pour une nouvelle république bourgeoise.

L'été dernier, M. Mélenchon avait fait part de sa volonté de prendre du champ et avait quitté la coprésidence du parti. Dans la foulée, le PG mettait sur orbite le Mouvement pour la V^e République (M6R) dont l'objectif était de lancer un mouvement national sur le sujet. Les yeux rivés sur l'exemple de Podemos, M. Mélenchon vantait désormais « l'ère du peuple » et jugeait les structures partidaires, comme celles du Front de gauche dépassées. Un an plus tard, les rapports avec le PCF sont toujours aussi compliqués, le M6R peine à décoller... (Le Monde, 5 juillet 2015)

Mélenchon s'est présenté, quelques jours avant le 4^e congrès, avec une grande désinvolture pour la base, comme candidat pour la présidentielle de 2017. Il a laissé de nouveau la direction officielle à d'autres, en l'occurrence à Danielle Simonnet, ancienne du PS et du cabinet du ministre Mélenchon, et à Eric Coquerel, formé à l'ex-LCR et ancien secrétaire national du MRC.

Les deux textes soumis aux membres du PdG rivalisaient dans le chauvinisme, le texte ayant recueilli 45 % des voix de la base se prononçant même pour la sortie immédiate de l'euro. En politicien réformiste aguerri, Mélenchon, qui oscille depuis des années sur la question de l'euro, en tint compte pour conclure le congrès.

La crise a été provoquée de façon délibérée par l'Eurogroupe et par le gouvernement CDU-CSU de Mme Merkel avec la complicité stupide du président de

notre pays... Nous voulons une monnaie au service des êtres humains et pas l'inverse. Si l'Europe n'en veut pas, nous nous passerons de votre monnaie. (Jean-Luc Mélenchon, Discours de clôture, 5 juillet 2015)

Mélenchon, entre autres affabulations, veut faire croire aux travailleurs que la monnaie d'une économie capitaliste peut être « au service des êtres humains » sans distinction de classe. Mélenchon repeint en rose l'esclavage salarié. L'argent est généralisé dans les sociétés contemporaines parce qu'il est indispensable au circuit du capital. Du côté des exploités, les travailleurs, pour se procurer de la monnaie, sont obligés de vendre leur capacité de travail. Ce salaire leur sert à continuer à exister comme prolétaires... et à élever de nouveaux prolétaires.

La consommation individuelle de la classe ouvrière est la transformation des substances qu'elle achète par la vente de sa force de travail en nouvelle matière à exploiter par le capital. (Karl Marx, Le Capital, 1867, I, ch. 23)

Du côté des exploités, les capitalistes comme Dassault disposent de suffisamment d'argent pour acheter la force de travail et les moyens de production, soumettre les travailleurs aux seconds pour leur faire produire des marchandises qui, si elles sont vendues, permettront d'acquérir encore plus de monnaie. Cette monnaie sert aux dépenses, parfois somptuaires, des possédants et surtout à reconduire à échelle plus large le processus.

Le prix du travail ne peut jamais s'élever qu'entre des limites qui laissent intactes les bases du système capitaliste et en assurent la reproduction sur une échelle élargie. Et comment pourrait-il en être autrement quand le travailleur n'existe que pour augmenter la richesse d'autrui, créée par lui ? (Karl Marx, Le Capital, 1867, I, ch. 25)

Les exploités en France, en Europe et dans le monde n'ont pas besoin de partis étatistes et sociaux-impérialistes supplémentaires, de complices additionnels des bureaucraties syndicales. Il leur faut construire leur parti à eux, révolutionnaire et internationaliste, pour préparer le renversement du capitalisme, le gouvernement ouvrier, le pouvoir des travailleurs, les États-Unis socialistes d'Europe.

Il faut cesser de regarder en arrière, vers l'utopie réactionnaire d'un capitalisme non impérialiste, mais s'orienter en avant, vers la révolution socialiste du prolétariat. (Vladimir Lénine, A propos du programme de la paix, mars 1916)

10 juillet 2015

« Aïe, un tabou brisé ! », le Parti socialiste autrichien et le FPÖ

Un gouvernement régional SPÖ-FPÖ qui fait scandale

« *Le SPÖ a brisé un tabou !* », gémissent les dirigeants de SJÖ (Jeunes socialistes d'Autriche) et les centristes d'Autriche, en particulier ceux qui veulent construire, sans succès, « l'aile révolutionnaire de masse » du SPÖ depuis plus d'un quart de siècle. Même les éditorialistes de la presse « libérale » lancent l'accusation de « briser le tabou » envers les gros bonnets du SPÖ de la région du Burgenland (à l'est, à la frontière avec la Hongrie) et son président Hans Niessl.

Tout ce monde vise la coalition entre le SPÖ et le FPÖ xénophobe (Parti de la liberté d'Autriche) dans le Burgenland après les élections fin mai 2015. Le Gouverneur Niessl aurait ainsi violé une décision fédérale du SPÖ. Une violation d'une règle imaginaire, ce qui ne serait de toute façon pas notre problème, mais celui de la direction du Parti socialiste.

Par contre, la règle sociale-démocrate qui existe bel et bien est celle de 1969, dite « déclaration d'Eisenstadt » (la capitale de Burgenland), jamais abrogée. Contre le front unique ouvrier, elle exclut toute forme de coopération avec les « communistes », désignant par là le parti stalinien KPÖ et les organisations révolutionnaires. Dans la pratique, les SJÖ et les étudiants sociaux-démocrates ont à plusieurs reprises ignoré cette interdiction et ont ensuite été victimes d'intimidation par les bureaucrates du parti et menacés d'expulsion. Ce rappel prouve que les décisions de la direction du SPÖ dépendent toujours de considérants opportunistes et n'ont rien à voir avec la défense de principes...

Des décennies de bloc avec l'ÖVP ou le FPÖ

Rappelons aussi que, depuis 1945, le SPÖ n'a été dans l'opposition au niveau fédéral que 17 ans sur 70. Il a gouverné pendant 53 ans, la plupart du temps en coalition avec des partis bourgeois. Entre 1945 et 1964, de 1987 à 1999, de 2006 à 2015, le SPÖ s'est allié à l'ÖVP (Parti populaire autrichien) chrétien-démocrate pour former un gouvernement de coalition « rouge - noir » (le noir est la couleur de l'ÖVP). Entre 1983 et 1986, les sociaux-

démocrates ont même constitué un gouvernement de coalition « rouge - bleu » avec le FPÖ xénophobe (le bleu est la couleur du FPÖ).

Bien sûr, il y a quelques différences idéologiques entre l'ÖVP et le FPÖ. Toutefois, la parenté est grande : l'ÖVP, qui est majoritaire dans la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et les paysans les plus riches, a ses origines dans les CS, le parti chrétien-social d'avant la Seconde Guerre mondiale devenu fasciste et dictatorial en 1933. Le FPÖ, basé sur les professions libérales, des éléments paysans, l'encadrement... a émergé après-guerre à partir du nazisme.

L'ÖVP n'est pas un « bon » parti bourgeois, meilleur que le FPÖ. Et le FPÖ n'est pas non plus un « parti nazi », agressant les organisations ouvrières et préparant le renversement du parlement, comme le disaient les opportunistes pour couvrir leurs projets front-populistes.

Les communistes internationalistes ne rejoignent pas le chœur des jérémiades actuelles sur le « bris du tabou » par le SPÖ du Burgenland. L'alliance au niveau fédéral avec l'ÖVP est aussi condamnable que celle au niveau régional avec le FPÖ. L'une prépare l'autre.

On ne peut pas se lamenter sur Niessl et fermer les yeux devant la politique nationale du SPÖ. Le chef du gouvernement fédéral, l'éternellement souriant et discret chancelier social-démocrate

Faymann, a dans son Conseil des ministres Mikl-Leitner, la ministre de l'Intérieur ÖVP qui fait déjà en pratique ce que demande le FPÖ pour l'avenir : mesures contre l'immigration, fermeture des frontières, expulsions... Dans le gouvernement « rouge » - « noir » figure aussi Kurz, le ministre ÖVP des Affaires étrangères, qui ressemble à une marionnette de la chancelière allemande Merkel sur l'Ukraine ou sur la Grèce, voire de Strache, le chef du FPÖ (« *Réduction des dépenses sociales pour les immigrants des pays de l'UE* »).

Le SPÖ est un parti traître depuis 1914

Le réel « bris de tabou » de la social-démocratie - si nous voulons vraiment utiliser ce mot moralisateur -

KLASSENKAMPF
Nummer 22 / Mai 2015 Zeitung der Gruppe Klassenkampf - für Rätearbeit und Revolution 2.- Euro

Für eine Arbeiterinternationale unter dem roten Banner der kommunistischen Revolution!

Erklärung des Kollektivs Permanente Revolution zum 1. Mai 2015

In vielen Ländern können die Arbeiterinnen und Arbeiter den 1. Mai 2015, den internationalen Kampftag der Arbeiterklasse, nur unter schwierigen Bedingungen oder sogar überhaupt nicht feiern. Überall in der Welt bringt der Fortbestand des kapitalistischen Arbeitsverhältnisses, Ausbeutung, Krieg, Unterdrückung, Umweltzerstörung, Obdachlosigkeit... hervor. Lenin hat sich bestätigt. Die kapitalistische Weltkrise von 2007 bis 2009 konnte mit wenig auf dem Rücken der Arbeiterklasse überstanden werden. Auf der einen Seite haben die bürgerlichen Staaten ihre Banken und Großkonzerne durch neue Verschuldung gestützt. Andererseits haben die Unternehmer auf der ganzen Welt, indem sie sich auf die bürgerlichen Nationalstaaten stützen konnten, die Ausbeutung erhöht (Steigerung der Arbeitsintensität und der Arbeitszeit, Lohnstopp oder Lohnkürzungen, Pensionenentzug, Kürzungen des Arbeitslosengeldes usw.). Der daraus erwachsende "Aufschwung" kam den Reichen zu Gute. Zum ersten Mal besitzt das reichste Prozent der Weltbevölkerung mehr als 50 % des Gesamtvermögens der ganzen Menschheit. Dank dieser Anpassung konnte die Finanzkapitalisierung prächtig gedeihen. Das weltweite kapitalistische Wachstum läuft aber wackelig. Zahlreiche europäische Länder haben das Produktionsniveau von 2008 nicht wieder erreicht; die "aufstrebenden Länder" machen eine globale Verlangsamung ihres Wachstums durch (Brasilien stagniert, Russland...

Komünist devrimin kızıl bayrağı altında bir işçi enternasyonalı için!

1. MAI-ERKLÄRUNG DES CoReP / STEUERREFORM / ERKLÄRUNG DER BUCHENWALDER TROTZKISTEN / UKRAINE / GRIECHENLAND / ELEKTRONIKSCHROTT / TTIP UND CETA

ISSN: 2220-0657

date de 101 ans. En 1914, la plupart des partis ouvriers, dont le SPÖ, passèrent dans le camp de leur bourgeoisie dès l'ouverture de la Première Guerre mondiale. Le « burgfrieden » (union sacrée) a subordonné les intérêts des travailleurs à ceux des puissances impérialistes belligérantes.

Qu'a fait la sociale-démocratie dans cette guerre ? Exactement le contraire de ce qu'ordonnaient les congrès de Stuttgart et de Bâle [de l'Internationale ouvrière]. (Rosa Luxemburg, La Crise de la sociale-démocratie, mars-avril 1915, ch. 6)

Le social-patriotisme du SPD, du PS-SFIO, du LP, du POB... a été combattu par les marxistes internationalistes (Lénine, Zinoviev, Radek, Gorter, Pannekoek, Luxemburg, Liebknecht, Trotsky...) avec véhémence. Cette trahison des résolutions antérieures de la 2^e Internationale était la victoire de l'opportunisme dans les organisations ouvrières politiques et syndicales de masse, exprimant la cristallisation de bureaucraties privilégiées échappant au contrôle de la base.

Des dizaines d'années de « paix » [au sein des pays impérialistes] ne se sont pas écoulées sans laisser de traces ; il était inévitable qu'elles donnent naissance à l'opportunisme dans tous les pays, en lui assurant la suprématie parmi les « chefs » parlementaires et syndicalistes, les dirigeants de la presse, etc. (Vladimir Lénine, Chauvinisme mort et socialisme vivant, décembre 1914)

Contre toute alliance avec la bourgeoisie

Les révolutionnaires de l'époque impérialiste rejettent toute forme de coalition avec les partis bourgeois. Ce n'est pas une question abstraite idéologique, un dogme. Cela ressort des considérations politiques claires et compréhensibles qui pourraient être prises sur la théorie mathématique des ensembles : chaque coalition doit être nécessairement une intersection des positions politiques communes de ses composants individuels. Donc, c'est automatiquement le programme le plus réactionnaire qui façonne la politique du gouvernement.

Celui qui rejette la coalition « rouge - bleu » dans le Burgenland, devrait également rejeter la coalition « rouge - noir » au niveau fédéral. Au lieu de désespérément appeler à une condamnation par le parti national du petit Machiavel du Burgenland, il faudrait exiger, de façon conséquente : « dehors les ministres ÖVP du gouvernement ! ».

Si nous proposons aujourd'hui dans les discussions avec des membres du Parti social-démocrate qu'ils doivent affronter les dirigeants de leur parti avec cette exigence, nous ne le faisons pas parce que nous avons des illusions dans ce parti qui fait une politique bour-

geoise depuis 1914. Nous le faisons pour aider les travailleurs qui voient encore dans le SPÖ (avec dégoût croissant et sous forme déformée) « leur » parti, à comprendre son véritable caractère.

Pour un autre type de parti

À cause de son influence dans les syndicats, et donc dans les entreprises, le SPÖ se présente encore comme le parti des travailleurs. Cela lui confère également sa valeur pour la classe dirigeante. Tant que l'influence du SPÖ permet de canaliser les éventuelles protestations des travailleurs ou de les tuer dans l'œuf (avec le « partenariat social »), il est encore utile comme flanc-garde pour la bourgeoisie.

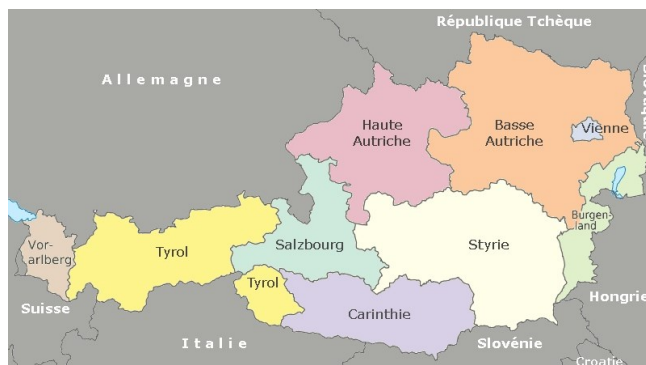
Avec sa politique bourgeoise, la bureaucratie du SPÖ mine cette influence politique de plus en plus, elle commet un suicide lent et douloureux. Malheureusement, faute d'organisation ouvrière révolutionnaire de taille suffisante, le réformisme jette aussi de nombreux travailleurs et jeunes dans l'impasse.

Son intégration dans l'État bourgeois, ses beaux discours sur un capitalisme humain, le discrédit qu'il jette sur le socialisme laissent la base et l'électorat du parti sans protection contre les attaques de la part des démagogues petits-bourgeois du FPÖ.

La seule défense contre les attaques de la bourgeoisie à tous les niveaux - salaires, temps de travail, discrimination, protection sociale, logement, santé, instruction..., face à l'emprise croissante de la réaction nationaliste, xénophobe, cléricale... sera uniquement une lutte de classe consciente, déterminée des exploités et des opprimés contre la classe dominante. Nous subissons tous les jours la lutte de classe des capitalistes. Pour riposter, pour mener la lutte de classe des salariés, nous avons besoin d'une alternative révolutionnaire : un parti ouvrier démocratique, révolutionnaire et internationaliste, section de la nouvelle internationale communiste.

26 juillet 2015

Gruppe Klassenkampf (Groupe lutte de classe)



Grèce : socialisme ou fascisme ?

Le Collectif révolution permanente avait averti en janvier [*Révolution communiste* n° 9] que la Syriza (Coalition de la gauche radicale), par sa nature et son programme, refuserait de mobiliser la classe ouvrière contre la bourgeoisie nationale et les bourgeoisies impérialistes. La Syriza a constitué le 26 février un front populaire avec le parti bourgeois xénophobe ANEL (Grecs indépendants). La Syriza a cru qu'une consultation électorale ferait reculer l'impérialisme et a misé délibérément sur le nationalisme (les drapeaux rouges ont disparu de ses manifestations au profit du drapeau grec au symbole chrétien).

Le gouvernement Syriza-ANEL a cédé complètement, le 13 juillet, au diktat des gouvernements français et allemand.

Jamais, dans le jargon européen, le terme de « compromis » n'aura semblé si peu adapté. « L'accord » atteint au petit matin du 13 juillet entre la Grèce et le reste de la zone euro a désormais des allures de déroute pour le gouvernement grec. (La Tribune, 13 juillet 2015)

Pour faire avaler cette trahison historique à la classe ouvrière et à son propre parti, Tsipras est rentré avec une vague promesse d'allongement du remboursement. Le parti fasciste XA (Aube dorée, 6 % aux législatives de 2012, 9 % à celles de 2015) occupe de nouveau la rue, accusant la Syriza de « traîtres à la nation ».

Les mêmes organisations qui, en France, ont promu la Syriza et son référendum-bidon (NPA, PCF, PdG...), ont soutenu les multiples « journées d'action » des confédérations syndicales GSEE, PAME et ADEDY. Les mêmes font croire que des bulletins de vote peuvent assurer la « révolution citoyenne » ou la « révolution fiscale ». Les réformistes n'ont jamais exigé l'annulation pure et simple de la créance de leur propre bourgeoisie rapace sur la Grèce.

J'ai confiance en Tsipras !... Si la Grèce est mise en banqueroute, les Français devront payer 40 milliards d'euros et les Allemands 60 milliards. C'est inenvisageable. Si on trouve l'accord technique qui permet d'effacer la dette grecque par des mécanismes de rééchelonnement, tout le monde s'épargnera cette épreuve absurde. La responsabilité intégrale du danger repose sur Merkel et Schäuble... (Jean-Luc Mélenchon, Le Monde, 25 juin 2015)

La dette de la bourgeoisie grecque n'est pas celle des travailleurs grecs. En soutenant un « audit », un « moratoire », une « annulation partielle », un « rééchelonnement », etc. les bureaucraties syndicales corrompues (CGT, CFDT, FO...), les partis sociaux-impérialistes (PS, PdG, PCF) et leurs adjoints centristes (NPA...) reconnaissent le droit des exploiters de leur pays à se partager le monde et à opprimer les petites nations.

Derrière le FMI et l'UE, figurent les principales puissances impérialistes occidentales, les bourgeoisies d'Allemagne, de France, des États-Unis... L'attitude de l'UE a été fixée lors de la rencontre Merkel-Hollande du 6 juillet. Le gouvernement de coalition CDU-SPD a été intransigeant et humiliant sans que le SPD ne se distingue de la CDU. Le gouvernement PS-PRG a participé directement à l'asservissement de la Grèce. C'est Merkel qui a serré le garrot à Tsipras, mais c'est Hollande qui lui a passé la corde au cou, des hauts fonctionnaires français ayant aidé leurs équivalents grecs à rédiger leurs concessions.

Le mardi 8 juillet, au siège du Conseil européen, les Français ont commencé à prendre les choses en main, en marge de l'Eurogroupe et du sommet. (Le Monde, 12 juillet 2015)

Le plan Merkel-Hollande-Tsipras transforme la Grèce en protectorat avec une mise sous tutelle du pays par le FMI et l'UE, avec des privatisations supplémentaires (50 milliards d'euros) au bénéfice des groupes impérialistes du monde entier. Il frappe, une fois de plus, les travailleurs par l'augmentation de la TVA à 23 % et le report de l'âge de la retraite à 67 ans.

L'aide ne pourra être négociée, qu'une fois l'adoption par le Parlement grec d'un paquet de réformes prioritaires. Ce paquet doit être voté d'ici mercredi, afin que la Grèce témoigne de son sérieux et reconstruise



Le PCF et le PdG racontent des sornettes aux travailleurs français. Aucune consultation électorale ne peut remplacer des mesures révolutionnaires.

la confiance avec ses créanciers. Il s'agit de faire passer la réforme de la TVA, la réforme des retraites... (Les Échos, 13 juillet 2015)

Preuve qu'il sert la classe dominante grecque, Tsipras a obtenu au Parlement le soutien de la plupart des partis bourgeois (ANEL, ND, Pasok, To Potami...).

Le Front de gauche maintient son soutien au gouvernement Syriza-ANEL parce qu'il prépare exactement la même chose à la classe ouvrière française : la trahison pour sauver le capitalisme.

Pour Eric Coquerel, lieutenant de Jean-Luc Mélenchon, le premier ministre grec est en effet la grande victime de ces derniers jours. Le coordinateur politique du Parti de gauche lui reproche à peine « un peu de naïveté » pour s'être laissé « berné par François Hollande qui l'a amadoué pour lui tendre un piège ». Mais il n'est pas question pour le Front de gauche d'accabler celui qui est encore « l'un des leurs ». (Le Huffington Post, 8 août 2015)

Son adjoint le NPA court maintenant après l'aile europhobe de la Syriza (Plateforme de gauche) qui a un programme tout aussi bourgeois que celui de Tsipras et qui ne s'est pas prononcée contre l'alliance avec les ANEL. Plateforme de gauche compte 30 députés, seuls 2 ont voté le 16 juillet contre l'accord avec la Troïka.

8 août 2015



Annulation totale de la dette grecque ! États-Unis socialistes d'Europe !

Face à l'étroitesse asphyxiant de leurs frontières nationales, les gouvernements de la bourgeoisie allemande, française, italienne... ont lancé en 1957 l'Union européenne (UE). Ils ne le firent pas à l'unanimité : par exemple, le parti gaulliste y était hostile en France. Pourtant, les succès initiaux de l'UE capitaliste ont conduit 22 pays à rejoindre les 6 initiateurs.

L'intensité des échanges économiques au sein de l'UE et la dépendance des autres monnaies envers le mark allemand ont poussé la bourgeoisie française et sa comparse italienne à exiger de la bourgeoisie allemande une monnaie unique en 1992. Aujourd'hui, à travers la Banque centrale européenne (BCE), 19 États de l'UE (dont la Grèce) partagent l'euro et sa gestion.

Mais les classes dominantes restent incapables de se passer de leur État national, dont elles se servent contre leur classe ouvrière mais aussi contre leurs rivaux y compris voisins ; l'idéologie dominante repose surtout sur le nationalisme traditionnel. Bref, les bourgeoisies se révèlent impuissantes à unifier l'Europe.

« L'Europe » des capitalistes se montre donc incapable, non seulement d'accueillir les réfugiés d'Afrique et du Proche-Orient, mais de sauver le capitalisme européen le plus fragile, qui s'est effondré lors de la crise capitaliste mondiale de 2007-2009. Le gouvernement allemand a tardé à aider le gouvernement grec et ne l'a fait qu'à des conditions qui ont aggravé la dépression.

En Grèce aussi, il y a des classes.

Les prêts du Fonds monétaire international (FMI) et de l'UE ont surtout profité aux capitalistes grecs, en particulier aux banques (ainsi qu'aux groupes capitalistes de l'armement et de la finance d'Europe de l'Ouest et des États-Unis).

Depuis 2010, la troïka BCE-Commission européenne-FMI a principalement exigé des coups contre les salariés grecs.

Une partie des économistes et des médias va jusqu'à calomnier, de manière répugnante, le peuple grec comme paresseux et parasite. Merkel, Hollande, Juncker et Lagarde ont depuis plusieurs mois, multiplié leurs exigences envers le gouvernement grec : hausse de la TVA, baisse des retraites... Les représentants des impérialismes occidentaux jouent les apprentis sorciers, comme avec leurs manœuvres pour rattacher l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, comme avec leurs interventions militaires en Irak, en Libye, en Syrie...

Les partis réformistes d'Europe refusent, non seulement de mettre en place chez eux des gouvernements ouvriers (seuls aptes à tendre la main aux travailleuses et travailleurs de Grèce), mais même d'exiger l'annula-

tion des créances de leur propre bourgeoisie sur la Grèce. Pire, certains (PS, SPD, SPÖ...) font partie des gouvernements bourgeois qui étranglent la Grèce.

De son côté, la Grèce est restée capitaliste et donc incapable de se sortir de la nasse, de tracer une voie à toute l'Europe. La cause est politique : le mouvement ouvrier reste prisonnier des deux partis ouvriers bourgeois (Syriza et KKE) issus du stalinisme qui a trahi la révolution socialiste en 1944 et a toujours capitulé devant sa propre bourgeoisie.

Le KKE (Parti communiste de Grèce) divise de manière forcenée les rangs ouvriers, scissionne les syndicats et alimente un chauvinisme irresponsable pour faire croire aux travailleurs que la sortie de l'euro et de l'UE leur profitera, comme si le capitalisme grec replié sur ses frontières et ayant récupéré la drachme pouvait échapper aux crises économiques et à la domination étrangère.

La Syriza (Coalition de la gauche radicale) a gagné les élections législatives, mais s'est alliée aussitôt à l'ANEL (Grecs indépendants), un parti bourgeois xénophobe (anti-UE et anti-immigrés).

La majorité parlementaire de Syriza et le Premier ministre Tsipras n'ont pas démantelé l'armée hypertrophiée qui achète à grande échelle aux groupes de l'armement américains, français et allemands. Ils n'ont pas osé annuler la dette publique. Ils n'ont même pas osé taxer les armateurs et l'Église orthodoxe, qui ne paient toujours pas d'impôt. Face aux représentants de l'impérialisme, le gouvernement Syriza-ANEL était prêt à augmenter la TVA, à baisser les retraites et à privatiser... mais pas assez aux yeux des bourgeoisies impérialistes rapaces.

Ni la Syriza, ni le KKE n'ont créé de conseils ouvriers, paysans et étudiants. Le social-patriotisme partagé par la Syriza et le KKE, leur confiance commune dans l'armée bourgeoise, l'impuissance du

gouvernement de front populaire et le sectarisme du KKE font le jeu de l'état-major et du fascisme représenté principalement par XA (Aube dorée). Le référendum est une manœuvre désespérée du gouvernement Tsipras qui reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Le « non », que voteront probablement à juste titre la majorité des travailleurs, ne résoudra rien.

La classe ouvrière mondiale a besoin dans le monde entier d'une internationale qui lève le drapeau rouge des exploités et des opprimés, qui rompe avec la bourgeoisie et prépare la révolution sociale.

La solidarité des travailleurs européens envers leurs sœurs et leurs frères de Grèce réclame d'exiger l'annulation de la créance de leur bourgeoisie sur la Grèce, de lutter chez eux pour un gouvernement des travailleurs du type Commune de Paris en 1871 et pouvoir des soviets en 1917, d'ouvrir la voie du socialisme qui n'est réalisable qu'à l'échelle mondiale.

Les travailleurs de Grèce ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, fidèle à l'héritage de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky et Pouliopoulos, qui se batte pour :

Non au plan de la troïka ! Gouvernement Syriza-KKE sans ministre bourgeois !

Séparation de l'Église et de l'État ! Annulation de la dette publique ! Expropriation des banques et des grandes entreprises, à commencer par les armateurs ! Suppression de la TVA sur les produits de consommation des travailleurs !

Retrait de l'OTAN ! Dissolution de l'armée et de la police ! Armement du peuple contre la police et les fascistes ! Droits démocratiques pour les conscrits !

Unité des travailleurs locaux et immigrés ! Une seule centrale syndicale, démocratique et de lutte de classe ! Comités rassemblant tous les travailleurs dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les villages, les universités, pour le contrôle ouvrier et populaire !

Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités et l'armement populaire ! États-Unis socialistes d'Europe !

2 juillet 2015

CoReP (Autriche, France, Pérou)
MaS (Russie)



À bas l'accord impérialiste imposé à l'Iran !

La révolution ouvrière de 1978-79 et la contre révolution islamiste

Depuis la fin du 19^e siècle, le Proche-Orient est un centre d'intérêt majeur pour les puissances impérialistes. Au début du 20^e siècle, la France et la Grande-Bretagne se partagent la région, l'Iran passant sous le contrôle de la seconde. Après la Deuxième guerre mondiale, l'impérialisme américain a supplanté l'impérialisme britannique. A l'intersection de trois continents, entre le Proche-Orient et l'Asie centrale, l'Iran contrôle le détroit de Hormuz, par lequel passent 40 % des exportations mondiales de pétrole ; il possède la deuxième réserve mondiale de gaz naturel et la quatrième réserve mondiale de pétrole.

Mais le pays a échappé partiellement à la domination impérialiste, comme résultat de la révolution sociale avortée qui a jeté à bas le Shah en 1979. Le soulèvement spontané du prolétariat iranien en 1978, renforcé par les courageuses organisations de guérilla, en particulier les Fedayin, n'a pas pu aboutir à un gouvernement ouvrier et paysan faute de parti et d'internationale révolutionnaires. Au nom de la révolution par étapes et du front uni anti-impérialiste, le parti stalinien (Tudeh), ses variantes maoïstes ou castristes (Fedayins, Peykar...) et même l'organisation officiellement « trotskyste » (HKS-HKE) ont capitulé devant le clergé musulman (à la base des mollahs, à leur tête les ayatollahs dont Khomeyni), qui était hégémonique au départ dans la bourgeoisie commerçante (bazar), les propriétaires fonciers et le considérable sous-prolétariat engendré par l'exode rural dans les bidonvilles.

La « République islamique » a écrasé de 1979 à 1985 un par un tous les secteurs qui voulaient poursuivre la révolution ou simplement échapper à son contrôle : femmes, organisations révolutionnaires (HKS, Fedayin...), conseils ouvriers (shoras), minorités nationales (Kurdes), rivaux islamistes (Moudjahidines du peuple), parti ouvrier bourgeois (Toudeh), fractions politiques bourgeoises distinctes (Bazargan, Banisadr)... Profitant de la guerre déclenchée par l'Irak de Hussein (encouragé par les États-Unis) en 1980, le régime des ayatollahs a consolidé son pouvoir, s'est débarrassé de la jeunesse turbulente en l'envoyant se faire décimer au front et a exterminé physiquement en 1988 des milliers de prisonniers politiques, tuant plus de révolutionnaires que le régime du Shah. Ce fascisme particulier a instauré un totalitarisme.

La victoire de la contre-révolution islamiste a certes privé la classe bourgeoise de l'exercice direct du pouvoir et nuí à l'image internationale du pays, mais elle a éloigné, pour les possédants et les exploités, le spectre de la révolution prolétarienne pour des décennies. Le régime totalitaire ne peut être qu'un régime temporaire, transi-

toire. Peu à peu, l'appareil religieux devient lui-même capitaliste, par des « fondations » ne payant pas d'impôt puis par les privatisations. Loin des promesses démagogiques de la contre-révolution islamique, les inégalités se creusent. La « théocratie » se différencie, se fractionne, comme en témoigne le débat interne et même public sur le projet nucléaire et les sanctions.

L'anti-impérialisme de la bourgeoisie perse et ses limites

Tout en clamant un anti-impérialisme bourgeois, limité aux gesticulations de l'occupation de l'ambassade américaine, le régime iranien a pourtant rendu de multiples services au capitalisme mondial, dès sa naissance en écrasant la révolution, puis en commençant à céder aux injonctions du FMI à partir de 1988. En 2001, l'Iran aide même les États-Unis à envahir l'Afghanistan.

Lorsque l'administration de M. George W. Bush décida de s'en prendre aux talibans en Afghanistan — régime honni par l'Iran —, Téhéran et Washington engagèrent une vaste concertation politique, militaire et en matière de renseignement. Selon M. James Dobbins, qui fut l'envoyé du président Bush en Afghanistan durant les mois qui suivirent les attaques du 11 Septembre, l'Iran joua un rôle décisif en assurant l'adoption de la nouvelle Constitution après la chute des talibans. (Le Monde diplomatique, mars 2015)

Mais, Bush, en guise de remerciement, met en 2002 l'Iran dans la liste des pays de « l'axe du mal ». Le régime clérical s'est orienté vers l'armement nucléaire pour s'assurer le sentiment national et pouvoir résister à l'agressivité de l'impérialisme et de ses relais régionaux éventuels. Les puissances occidentales, qui ont toléré voire fourni, l'arme atomique à Israël et au Pakistan, ont déchaîné une campagne internationale contre le prétendu danger iranien. Israël a saboté l'économie par des logiciels pirates et assassiné des scientifiques iraniens. La pression pour affaiblir, voire renverser le régime, a pris la même forme officielle que contre l'Irak, un blocus, décrété par l'ONU en 2006.

Jamais l'État dominant, ni les puissances impérialistes de l'ouest de l'Europe n'ont pris de telles sanctions envers le Pakistan (dont les services secrets ont inventé les Talibans afghans et recueilli l'état-major d'Al-Qaïda), ni l'Arabie, le berceau du salafisme et du djihadisme à l'échelle mondiale (des attentats aux États-Unis de 2001 à l'EI-Daech en 2014).

La fracture de l'appareil étatique confronté aux contradictions internes et aux effets du blocus a permis que les masses tentent de s'y engouffrer en 1999 et 2009. À chaque fois, la répression a été violente.

La « théocratie » iranienne a répondu en avançant ses pions dans les minorités chiites au Liban, en Irak, en Syrie, mais aussi chez les sunnites de Palestine et d'Afghanistan (ce qui prouve qu'il ne s'agit pas d'une guerre à cause religieuse, même si le fanatisme religieux encouragé par l'Arabie saoudite joue un rôle).

Or, si le gouvernement américain a longtemps voulu en découdre par la force, ce que les gouvernements israélien, ture, saoudien, une partie du Parti républicain... souhaitent toujours, le gouvernement Obama souhaite visiblement éviter de s'engager dans une guerre aux conséquences incertaines et a besoin de la bourgeoisie iranienne pour tenter de stabiliser les gouvernements syrien et surtout irakien.

En effet, après avoir envahi l'Irak (par deux fois) et l'Afghanistan, après avoir bombardé la Libye et la Syrie, les puissances impérialistes occidentales se révèlent incapables d'y instaurer des régimes stables. Les apprentis sorciers ont fait éclater des États artificiels, alimenté des mouvances djihadistes capables de recruter en leur sein et d'y commettre des attentats.

Un accord humiliant pour l'Iran

Douze ans de négociations ont abouti à la signature d'un accord (Plan d'action conjoint) le 14 juillet 2015 entre le Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) plus l'Allemagne et l'Iran, codirigé depuis l'été 2013 par l'ayatollah Khamenei non élu et par le président élu Rohani, issu de l'élite cléricale – il était en 2003-2004 le représentant dans les négociations et fait depuis longtemps partie de l'appareil politique du régime.

Cet accord correspond largement aux exigences de la France et des États-Unis « dont 80 % à 90 % des demandes se voient satisfaites » (François Nicoullaud, ancien ambassadeur de France en Iran, *Libération*, 15 juillet) : l'Iran devra abandonner un des deux sites d'enrichissement de l'uranium ; cet enrichissement, aujourd'hui de 20 %, sera limité à 3,67 % ; le nombre de centrifugeuses devra être réduit de 20 000 à 5060 en dix ans. Le gouvernement iranien a également accepté que l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) puisse inspecter ses sites. L'interdiction de commerce des armes est maintenue pendant au moins cinq ans, et l'interdiction de commerce de technologies pendant huit ans.

En contrepartie, une fois que l'AIEA aura donné son accord, les sanctions – les plus lourdes jamais imposées hors-période de guerre, de l'ordre de 100 milliards de

dollars – seront levées, avec rétroaction possible. Pourtant, alors que l'Iran ne possède qu'une poignée de bombes de première génération, les États-Unis sont dotés de 3 500 ogives nucléaires de quatrième génération dans 700 bases militaires. Et l'État américain n'a pas hésité à s'en servir contre son rival japonais, déjà militairement battu, voici 70 ans.

C'est en maniant le chantage que l'impérialisme américain a obtenu cette capitulation :

Les États-Unis et l'Égypte reconnaissent que l'Iran est engagé dans des activités déstabilisatrices dans la région, et c'est pour cela qu'il est si important de s'assurer que le programme nucléaire iranien demeure entièrement pacifique. (John Kerry, ministre des affaires étrangères étasunien, *Le Parisien*, 3 août)

Les sanctions commenceraient à être levées à un horizon de six mois, sur une période de huit ans, ce qui permettrait une forte hausse de la production de pétrole et de gaz, de dégager les ressources détenues à l'étranger par des milliardaires iraniens (estimées à 100 milliards de dollars), d'augmenter les exportations (elles pourraient rapidement doubler, voire plus). La croissance économique, d'après l'Economist Intelligence Unit, pourrait passer de 2 à 5 % en rythme annuel d'ici 2019 voire au-delà.

Le plan quinquennal du gouvernement espère atteindre un taux de croissance annuel moyen de 8 % d'ici 2021... Sur les seules infrastructures ferroviaires, l'Iran a programmé près de 15 000 km de rails supplémentaires. Le pays mise également sur l'ouverture progressive de ses frontières et souhaite investir dans le tourisme en espérant 7,5 millions de touristes en 2025, contre 2,2 millions en 2009. (Sofia Tozy, économiste à la Coface, *La Tribune*, 29 juillet)



Les convoitises des impérialismes rivaux

Pour Javad Zarif, le Ministre iranien des Affaires étrangères, « *l'accord conclu mardi sur ses activités nucléaires peut ouvrir la voie à une plus grande coopération régionale et internationale* » (Reuters, 17 juillet).

Une population de 75 à 80 millions de personnes, jeune, plutôt éduquée, constitue un marché important (le plus grand de la région). L'énergie, l'automobile, les médicaments, les aliments, l'informatique, le tourisme... sont autant de secteurs lucratifs. En temps de croissance mondiale faible, l'Iran suscite bien des espoirs.

L'impérialisme américain non seulement cherche à s'assurer un contrôle sur la région mais se positionne face à ses principaux concurrents. Il cherche ainsi à fragiliser les positions des impérialismes chinois, allemand, japonais, russe et français. La Chine est le premier partenaire économique de l'Iran, utilisant le blocus pour obtenir des prix avantageux de pétrole et de gaz naturel. Elle achète 20 % du pétrole iranien, et en échange vend des produits manufacturés, parmi lesquels des missiles, et des services (construction de lignes de chemins de fer et de métros). De nombreux groupes chinois (parmi lesquels les compagnies pétrolières CNPC et CNOOC, le groupe automobile Chery) ont investi en Iran. Dans toute la région, les entreprises chinoises créent des filiales, s'opposant, aux côtés de la Russie, aux nouvelles sanctions que les impérialismes occidentaux ont souhaité imposer à l'Iran.

La Russie s'est rapprochée militairement en soutenant le régime d'Assad. Depuis 2012, les groupes russes de l'énergie et de l'aluminium ont massivement investi en Iran, sous formes de co-entreprises avec des groupes capitalistes locaux.

Il est ainsi urgent pour l'impérialisme américain que le régime iranien défende ses intérêts stratégiques, mais il veille également à ne pas froisser ses alliés historiques, en augmentant les ventes d'armes aux pays arabes du Golfe (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar...), inquiets de l'influence potentiellement croissante de leur voisin iranien et opposés à l'accord.

Le 29 juillet, Laurent Fabius effectue la première visite officielle d'un ministre des Affaires étrangères français depuis douze ans, et Rohani est invité en France en novembre pour « *renforcer la coopération bilatérale* » (Le Journal du dimanche, 23 juillet).

Le commerce franco-iranien a subi un recul massif depuis que des sanctions ont été imposées : de 2003 à 2013, le commerce entre les deux pays est passé de 4 milliards à 500 millions d'euros ; en particulier entre 2011 et 2013 les exportations iraniennes en France ont chuté de 1,77 milliard à 62 millions d'euros, et les ex-

portations françaises en Iran ont chuté de 1,66 milliard à 494 millions d'euros. Dans les années 2000, la France était le quatrième partenaire commercial ; elle est aujourd'hui à la quinzième place.

Avant le quinquennat Sarkozy, nous étions le premier partenaire industriel de la République islamique. C'est la France qui paie le plus lourd tribut de ces sanctions. (Sébastien Regnault, chercheur au CNRS, Le Monde, 17 juin 2013)

Quelques jours plus tôt, Sigmar Gabriel, ministre allemand des Affaires étrangères l'avait précédé pour les mêmes raisons, chacun cherchant à obtenir sa part du butin, l'Allemagne ayant conservé un commerce d'un milliard d'euros avec l'Iran.

Les banques régionales allemandes qui n'utilisent pas le dollar pour les transactions ont pu échapper au blocage du système swift des transactions bancaires. Et contrairement à la France, les pouvoirs politiques en Allemagne et en Italie ont une très grande cohérence avec les milieux économiques, ce qui est loin d'avoir été le cas pour la France, depuis la présidence Sarkozy. (L'Express, 29 juillet 2015)

Pour la révolution permanente en Iran et dans tout le Proche-Orient

Le début d'une révolution en Tunisie et en Égypte a soulevé les plus vives espérances chez les travailleurs et les jeunes du monde entier.

La capitulation de l'Iran islamiste devant le « Grand Satan », la poursuite de la colonisation sioniste à Jérusalem et en Cisjordanie, le coup d'État militaire soutenu par les États-Unis en Égypte, la reprise de la guerre turque contre les Kurdes avec l'approbation de l'OTAN, la dévastation de l'Irak, de l'Afghanistan, de la Libye, de la Syrie et du Yémen par les puissances impérialistes « démocratiques », par l'armée de l'Arabie saoudite et par les bandes islamofascistes financées par les monarchies islamistes et despotiques du Golfe, montrent que toute révolution qui ne va pas de l'avant, qui ne s'approfondit pas contre les possédants et la domination étrangère aboutit à la réaction, au maintien de l'exploitation capitaliste, au retour de l'oppression des femmes et de la jeunesse, à l'accroissement de la persécution des minorités ethniques et religieuses, aux immixtions étrangères.

La leçon à tirer de la Turquie, de l'Égypte, de la Syrie, de l'Irak, de la Palestine, de l'Iran au 20^e siècle ; de la Tunisie et de l'Égypte au 21^e siècle est claire : aucune illusion envers les partis et gouvernements bourgeois, qu'ils se prétendent démocrates ou anti-impérialistes ; aucun bloc politique avec une quelconque fraction de la bourgeoisie, qu'elle soit cléricale ou militaire !

C'est aux travailleurs d'Iran que revient le rôle de chasser la dictature des ayatollahs, pas aux diplomates, aux services secrets et aux armées des puissances étrangères.

Les travailleurs iraniens doivent profiter des aspirations que la levée du blocus fait naître dans la population pour s'organiser de manière indépendante de toute fraction de la bourgeoisie nationale (a fortiori des bourgeoisies impérialistes qui renversèrent Mossadegh avec les islamistes, poussèrent l'Irak à la guerre et instaurèrent le blocus du pays). Avec ses syndicats et surtout son propre parti, la classe ouvrière peut prendre la tête de tous les exploités et opprimés pour arracher les droits démocratiques, débiter la révolution sociale en expropriant les grands propriétaires fonciers et les groupes capitalistes, étendre la révolution aux pays voisins, défaire les menaces étrangères. Une révolution socialiste victorieuse affaiblirait l'impérialisme mondial et stimulerait les luttes des travailleurs du monde entier.

Par conséquent, l'édification du parti ouvrier révolutionnaire en Iran fait partie de la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire dans la région et dans les centres impérialistes.

- À bas l'accord humiliant contre l'Iran ! Levée de toutes les sanctions impérialistes ! Droit de l'Iran à développer un programme nucléaire ! Expropriation de toutes les entreprises impérialistes et islamistes en Iran ! Pour l'unité des travailleurs du Proche et du Moyen-Orient ainsi que des pays impérialistes pour expulser l'impérialisme de la région ! Destruction de l'État colonialiste d'Israël pour laisser place à une Palestine unifiée, démocratique, laïque et multiethnique, dans le cadre de la fédération socialiste du Proche-Orient !
- Fin de toute censure religieuse en Iran sur l'habillement, les relations sexuelles et les arts ! Libertés syndicales et démocratiques ! Séparation de la religion et de l'État ! Égalité totale pour les femmes ! Respect des minorités nationales et droit de séparation de celles-ci !
- Contrôle ouvrier et populaire sur le crédit, la production et la répartition ! Armement ouvrier et populaire pour renverser le régime des ayatollahs et faire face à toute agression impérialiste ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

La libération du peuple iranien de l'oppression impérialiste et de l'exploitation bourgeoise pourra être obtenue quand la classe ouvrière, appuyé par les masses de la ville et de la campagne, établira sa propre domination, la dictature du prolétariat basée sur les conseils ouvriers et populaires, et construira un État ouvrier, partie de la fédération socialiste du Moyen-Orient.

6 août 2015

Lénine et Zinoviev Le Socialisme et la Guerre



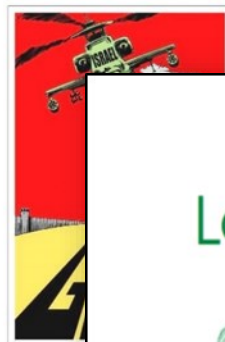
CRC 7 : face à la guerre mondiale, un texte rédigé pour la conférence socialiste internationale de Zimmerwald de 1915

L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale



CRC 5 : programme de transition adopté par la conférence de 1938 de la 4^e Internationale

VdT, Israël et la guerre mondiale



CRC 4 : échange entre le CoReP et le groupe français VdT sur l'intervention d'Israël à Gaza en 2014 et les risques de guerre mondiale

Marx La Crise



CRC 6 : compilation de textes théoriques de Marx sur la crise économique, écrits de 1848 à 1875

Cahiers révolution communiste : brochures au format A5, 2 euros chacune

En avant, pour de grandes conquêtes pour la classe ouvrière et le peuple du Pérou

Les grandes luttes d'exploités sont de retour. Une série de syndicats d'entreprise combatifs, quelques provinces et régions, les prolétariats agricole et minier, les secteurs jeunes radicalisés, ont affronté le patronat et l'État, ouvrant ainsi une nouvelle période de montée révolutionnaire.

Dans le même temps, le président Humala et son Partido Nacionalista Peruano (Parti nationaliste péruvien) ont continué à massacrer les militants ouvriers et populaires, comme l'avaient fait tous ses prédécesseurs.

La protection scandaleuse que le gouvernement accorde à ses maîtres a connu son apogée à Islay, où règne la Southern Copper du second multimillionnaire du Mexique. Tout le pays est vendu et continuellement pillé. Ainsi le gouvernement continue de faire des cadeaux aux plus grands intérêts capitalistes, en se couchant, par exemple, devant l'Organisation pour la coopération et le développement économique et devant l'impérialisme chinois. Dans l'OCDE, les bourgeoisies impérialistes des États-Unis, de l'Union Européenne, du Canada, du Japon, de l'Australie, s'associent aux classes dominantes des pays les plus faibles de l'Europe et de quelques pays pauvres pour piller les peuples. C'est là où l'humalisme cherche à entraîner le Pérou, avec la complicité des autres partis du Congreso (Congrès, le parlement). Celui-ci a d'ailleurs accordé au gouvernement de légiférer en faveur des multinationales, des banques et de la bourgeoisie agro-exportatrice, au risque de perdre tout son prestige comme avant lui Toledo et García.

La Red et la lutte des classes

Dans le processus de remontée des luttes, le rôle de la Red Solidaria de Trabajadores - Peru (Réseau solidaire des travailleurs - Pérou), qui coordonne et mobilise des syndicats sur une ligne de classe antibureaucratique, a été essentiel. Les syndicats qui en font partie s'engagent avec la même fermeté au travers de manifestations de soutien mutuel contre les abus de chaque patron et contre les lois anti-ouvrières. Il est cependant nécessaire, face aux attaques des patrons et des partis bourgeois, de passer des revendications défensives à la lutte pour des conquêtes essentielles pour la classe. L'abrogation de certaines lois extrêmement défavorables est urgente, mais cela seul ne nous permet pas de nous grouper autour d'exigences centrales à caractère anticapitaliste. Il est essentiel d'inclure

dans une plateforme de classe, un ensemble de points clés, de portée historique.

Il est également crucial de progresser sur les méthodes de lutte. De dépasser la seule participation solidaire aux piquets de défense de chaque syndicat et aux mobilisations unitaires, pour passer à des actions radicales unifiées de tous les syndicats membres, actions dans lesquelles les travailleurs doivent décider des voies et moyens de forcer le patronat et l'État à faire des concessions immédiates importantes. La grève illimitée est la méthode naturelle du syndicalisme de classe, son adoption est toujours un exemple pour les masses, mais elle doit être accompagnée d'autres mesures efficaces qui permettent de vaincre à court terme, avant que la grève ne commence à user les travailleurs.

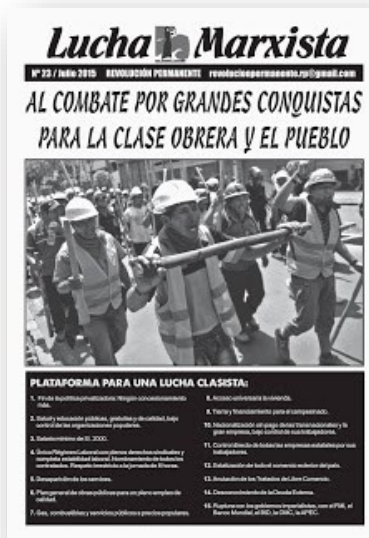
Un autre point vital est celui du fonctionnement organisationnel. Un organisme de masses est solide et puissant quand les organismes de base qui le constituent sont en contact permanent et que des assemblées communes sont régulièrement organisées, afin de garantir la plus grande participation possible et la démocratie syndicale la plus authentique. Par ailleurs, en toute circonstance il faut s'ouvrir et maintenir les réseaux pour recevoir la solidarité des organisations ouvrières de base non membres de la

Red et des organisations populaires en général, comme avec les efforts pour créer le « Front unitaire de lutte » qui devrait s'étendre et être consolidé. Toute l'histoire de notre mouvement de masses démontre que les assemblées ouvrières doivent avoir leur prolongation dans des assemblées populaires de la zone. Et en relation avec l'origine d'emblée nationale de la Red, la situation nationale de reprise du mouvement des masses rend indispensable le développement de ses liens et de son organisation à un niveau supérieur, à un niveau national.

Red et des organisations populaires en général, comme avec les efforts pour créer le « Front unitaire de lutte » qui devrait s'étendre et être consolidé. Toute l'histoire de notre mouvement de masses démontre que les assemblées ouvrières doivent avoir leur prolongation dans des assemblées populaires de la zone. Et en relation avec l'origine d'emblée nationale de la Red, la situation nationale de reprise du mouvement des masses rend indispensable le développement de ses liens et de son organisation à un niveau supérieur, à un niveau national.

L'émergence des luttes et la CGTP

La nouvelle situation est née sans participation de la direction de la CGTP, dont l'appareil bureaucratique, loin d'ouvrir une voie à la combativité prolétarienne, l'a abandonnée à son sort, en démissionnant de sa responsabilité. Il faut se souvenir de quelle façon, toute l'année passée, la bureaucratie a alterné un im-



mobilisme favorable au gouvernement avec la seule exigence inutile de démission du ministre des Finances. Comme si le problème des masses travailleuses n'était pas le système capitaliste et l'État de la bourgeoisie, mais un officiel subalterne. Tout de suite, comme c'est devenu une habitude, elle a appelé à une grève nationale de 24 heures, sachant fort bien qu'un seul jour de grève ne peut pas arracher de conquête significative, tout en essayant d'apparaître comme une direction conséquente, alors qu'elle se comportait de la façon la plus servile vis-à-vis de la classe dominante et de ses gouvernements.

Pour couronner sa pratique habituelle de sabotage, non seulement la bureaucratie déserte les luttes, mais elle les calomnie et les agresse, en particulier la Red. La majorité des syndicats qui constituent la Red sont membres de la CGTP et les autres le seraient, si cette confédération n'était pas confisquée par la clique du Partido Comunista Peruano (Parti communiste péruvien) et de Patria Roja (Parti communiste du Pérou-Patrie Rouge). De plus, cette bureaucratie calomnie les structures de base en les accusant d'essayer de créer une autre centrale, alors que c'est elle-même qui repousse les travailleurs de la CGTP. En fait, la bureaucratie syndicale reproche à la Red d'être dévouée, com-bative, conséquente.

Le mouvement des opprimés a besoin d'une méthode qui soit à la hauteur de l'affrontement historique avec

la classe bourgeoise. Cette méthode ne sera jamais les paralysies brèves et occasionnelles. Les peuples ont appris par leur propre expérience que c'est la grève illimitée. C'est seulement par la grève générale illimitée que nous pourrions enfoncer un coin dans la politique du gouvernement, que nous pourrions lui porter des coups sévères, que nous pourrions le chasser et progresser dans la lutte pour un État des travailleurs. La CGTP a le devoir d'organiser un tel mouvement, mais sa direction est une adversaire du combat de classe des masses. Elle a aussi le devoir d'appeler à former un véritable commandement unitaire du mouvement ouvrier et populaire, élu par les assemblées, et d'appeler à créer un organisme de pouvoir comme une assemblée populaire nationale.

Mais les organisations de notre classe devront assumer les tâches que leur direction officielle refuse et leur dénie. C'est pour cet objectif que nous nous adressons aux masses avec notre revue communiste. *Lucha Marxista (Lutte marxiste)* est depuis 15 ans dans les rues aux côtés du peuple travailleur.

Pour une grève générale illimitée !

Dehors le gouvernement et le Congrès !

Pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire !

28 juin 2015

Revolución Permanente [Révolution permanente]

Rencontre GMI-VdT

Le Collectif révolution permanente s'efforce de rassembler les communistes dispersés dans le monde. Il a plusieurs fois démarché le groupe français Voix des travailleurs, un noyau parisien issu de LO : entre autres, avec la proposition d'un projet de déclaration internationale commune en juillet 2014 au moment de l'agression sioniste de Gaza [voir *Révolution communiste* n° 71] ; puis celle d'une déclaration internationale pour le 1er mai 2015 [voir *Révolution communiste* n° 11]. Toutes sont restées sans réponse autre que l'invitation à contribuer individuellement et en français au forum franco-français du site de VdT.

Parce que VdT intervient dans des entreprises, le CoReP a accepté de se pencher sur les écrits fumeux de R. Paris, son porte-parole, qui mettent sur le même plan Israël et « la Palestine » (pour lui, la Cisjordanie et Gaza), tout en prédisant une guerre mondiale imminente, mais sans en tirer la moindre conséquence en matière d'orientation et d'organisation. Cet échange est disponible sur le site du GMI et édité sous forme de brochure [*Cahier révolution communiste* n° 4].

De même, la proposition en janvier 2015 du Groupe marxiste internationaliste, section française du CoReP, à toutes les organisations ouvrières du pays de prendre ensemble position contre l'union nationale au moment des attentats contre *Charlie Hebdo* et contre une épicerie casher [voir *Révolution communiste* n° 9] a été repoussée par R. Paris.

Le GMI a malgré tout tenté de s'adresser aux membres de ce groupe français. VdT avait accepté de tenir une réunion commune des militants le 30 mai 2015 à Paris. Le GMI avait proposé l'édition d'un bulletin de discussion pour préparer cette rencontre, mesure d'abord approuvée, puis refusée par VdT. Dans les faits, il n'y a pas eu de réunion commune, mais une simple délégation de VdT, alors que la plupart des militants du Groupe marxiste internationaliste avait fait l'effort de se déplacer de province.

Le rapporteur de VdT a commencé son exposé en indiquant clairement que cette rencontre n'avait aucunement l'objectif d'agir en commun à l'échelle internationale et nationale, qu'il n'y aurait aucun rapprochement quel que soit le contenu de la discussion. Ainsi, dès le commencement, la réunion a ainsi été déconnectée par VdT de tout objectif, de toute pratique. Ensuite, les représentants de VdT ont expliqué sans rire que le capitalisme s'était effondré définitivement en 2008 (Staline l'avait déjà découvert... en 1928) et même qu'il n'y avait plus de production (!). Enfin, ils ont affirmé que la position du CoReP et du GMI frisait l'antisémitisme, reprenant ainsi à leur compte l'assimilation de l'antisionisme avec l'antisémitisme de tous les défenseurs de l'État d'Israël. Ils nient que l'oppression des Palestiniens soit une question nationale et que sa résolution nécessite la destruction de l'État colonial.

Un bilan détaillé de la rencontre figure sur notre site.

À l'évidence, nous avons affaire à un cercle à coloration anarcho-syndicaliste où donnent le ton des bavards éloignés de la réalité (guerre mondiale imminente, mort du capitalisme, situation révolutionnaire en Israël, etc.), qui veulent qu'on cesse de les déranger avec l'impératif de la construction d'une internationale prolétarienne.

Pandémie de paludisme : hécatombe et responsabilités

Malthus soutient que la tendance inhérente à la population de se multiplier au-delà des ressources disponibles serait la cause de toute misère et de tout vice. S'il y a trop d'humains, il faut s'en débarrasser d'une manière ou d'une autre. (F. Engels, Esquisse d'une critique de l'économie politique, 1843-1844)

Plus d'un million de morts par an

Une étude récente (C. J. L. Murray & al., « Global malaria mortality between 1980 and 2010 : a systematic analysis », *The Lancet* 379, 2 février 2014, pp. 413–431) a donné une estimation du nombre de morts annuelles dues au paludisme, qui dépasse de loin les chiffres avancés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : de 995 000 en 1980, ce nombre est monté à 1 817 000 en 2004, puis redescendu à 1 238 000 en 2010. L'Afrique fournit la majorité des victimes : 493 000 en 1980, 1 613 000 en 2004 et 1 133 000 en 2010, et sur ce continent, ce sont surtout les enfants de moins de 5 ans qui meurent : 377 000 en 1980, 1 047 000 en 2004 et 699 000 en 2010. Le paludisme était responsable de 24 % de la mortalité infantile africaine en 2008. Hors d'Afrique, le nombre de victimes est en diminution constante, de 502 000 en 1980 à 104 000 en 2010 ; mais ici, il s'agit principalement d'adultes ou d'enfants de plus de 5 ans, phénomène également sous-estimé par l'OMS, à cause de sa croyance erronée en l'immunisation des adultes.

À cette mortalité directement attribuée au paludisme, il faut ajouter une mortalité indirecte, car cette maladie peut se conjuguer avec d'autres (comme le SIDA) et en accélérer l'issue fatale. Notons également que pendant de nombreuses années, certains pays africains ne parvenaient pas à contrôler la séropositivité des donneurs de sang ; ainsi des enfants souffrant d'anémie causée par le paludisme venaient à l'hôpital recevoir une transfu-

sion sanguine et repartaient infectés par le VIH (R. S. Desowitz, *The Malaria Capers*, 1991).

Ces chiffres effroyables, comparables à ceux des conflits majeurs et des génocides du 20^e siècle, ne peuvent qu'interpeler, surtout quand on sait que cette maladie, autrefois endémique sur toute la planète à l'exception des zones polaires, fut éradiquée au milieu du 20^e siècle en Europe, en URSS et en Amérique de Nord. Comment en est-on arrivé là ?

La « reine des maladies »

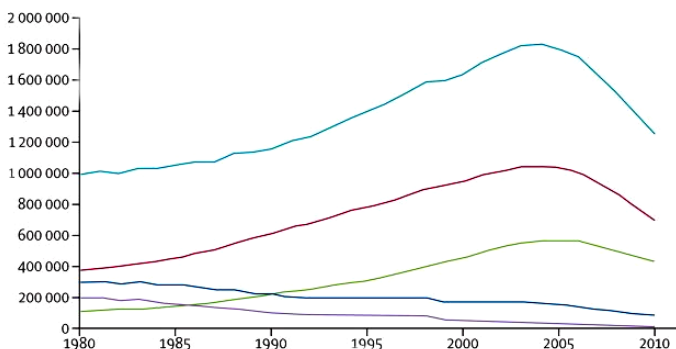
Un grand nombre de maladies infectieuses sont transmises par des piqûres d'insectes ou d'acariens : typhus (par des poux), peste (par des puces), dengue, encéphalite, fièvre jaune et paludisme (par des moustiques), leishmaniose (par des simules), maladie du sommeil (par la mouche tsé-tsé), etc. Lors des guerres, à cause de la promiscuité et des mauvaises conditions d'hygiène dans les armées, ces maladies (en particulier le typhus, le paludisme et la fièvre jaune) tuaient beaucoup plus de soldats que les combats. Aussi de nombreuses découvertes sur ces maladies et leur traitement ont été dues à des médecins militaires, et à partir des années 1930, aux programmes de recherche impulsés par les gouvernements des pays belligérants.

Le paludisme (aussi appelé *malaria*) est causé par un parasite protozoaire du genre *Plasmodium* ; celui-ci s'attaque aux globules rouges, provoquant une anémie et des poussées périodiques de fièvre. Les personnes au système immunitaire plus faible, en particulier les femmes enceintes et les enfants en bas âge, sont les plus menacées. Quatre espèces s'attaquent à l'être humain, le plus virulent est le *P. falciparum*, qui peut tuer une personne en quelques semaines ; les trois autres (*P. vivax*, *P. ovale* et *P. malariae*) entraînent une fièvre chronique. Le vecteur en est la femelle du moustique du genre *anophèle*, se nourrissant de sang, dont on a recensé 35 espèces le transmettant. Cet insecte affectionne les zones chaudes et humides et ses larves se développent dans des poches d'eau, donc les zones marécageuses sont propices à sa reproduction. Jusqu'à l'invention des insecticides, le principal moyen de lutte contre ces moustiques était l'assèchement des zones humides.

Le DDT : des succès au bannissement

Le DDT fut inventé en 1874 par Othmar Zeidler, et son efficacité insecticide fut découverte par Paul Müller en 1939. Il fut massivement utilisé pendant la 2^e Guerre mondiale : en janvier 1944 à Naples, 1,3 million de personnes fut aspergé de DDT et l'inci-

L'évolution de la mortalité du paludisme



dence du typhus tomba fortement. Ensuite de nombreux soldats alliés et réfugiés furent aspergés ou portèrent des vêtements imprégnés de DDT pour les protéger de la vermine et du typhus (A. G. Smith, « How toxic is DDT? », *The Lancet* 356, 22 juillet 2000, pp. 267–268). Après la guerre, le DDT répandu dans les habitations contribua à éliminer le paludisme, le typhus et la fièvre jaune en Europe et en Amérique du Nord.

Le DDT a quatre avantages majeurs : (1) il est facile à produire, bon marché et libre de brevet ; (2) il est efficace à la fois comme insecticide et comme répulsif vis-à-vis des moustiques ; (3) il se dégrade lentement, son action dure plus de 6 mois ; (4) il est pratiquement sans danger pour l'être humain. Donc par une pulvérisation à 2 g/m² sur les murs intérieurs d'une habitation tous les 6 mois, ses habitants seront protégés des moustiques transmetteurs de maladies (la femelle pique la nuit et le jour elle se repose en des endroits retirés et sombres, par exemple sur les murs des pièces).

L'OMS impulsa un programme d'éradication de la malaria de 1955 à 1969, basé sur l'aspersion intérieure des habitations, qui diminua de façon significative le fardeau du paludisme ; il fut éradiqué en Europe, en URSS, ainsi que dans plusieurs pays d'Asie et des Caraïbes (WHO Global Malaria Programme, *Indoor Residual Spraying*, WHO/HTM/2006.1112). La plus grande part de l'Afrique coloniale fut laissée hors du programme « global » à cause du

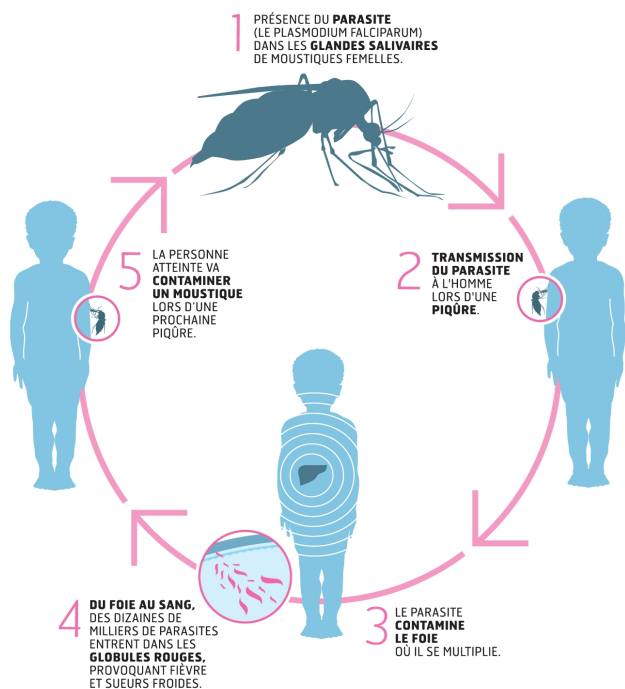
manque de structures et d'expertise nationales, mais certains pays (Afrique du Sud, Zimbabwe et Swaziland) mirent en œuvre des programmes réussis d'éradication (D. R. Roberts, S. Manguin & J. Mouchet, « DDT house spraying and re-emerging malaria », *The Lancet* 356, 22 juillet 2000, pp. 330–332).

Par ailleurs, le DDT fut utilisé massivement par épandage comme insecticide dans l'agriculture en Europe et surtout aux États-Unis, s'accumulant dans les sols et dans la chaîne alimentaire, et provoquant la sélection de souches d'insectes résistants. Il fut accusé de tuer les oiseaux, ou du moins de causer l'amincissement des coquilles de leurs œufs. En 1962 parut le livre *Silent Spring* (*Le Printemps silencieux*) de Rachel Carson ; le contenu était démagogique : partant de la description d'un printemps où on n'entendrait plus ni insectes ni oiseaux, exterminés par le DDT, il mélangeait pêle-mêle informations scientifiques, anecdotes, coupures de presse et considérations affectives (J. Brissonet, « Désinformation, paludisme et DDT », *Sciences et pseudo-sciences* 260, décembre 2003). Ce livre conduisit à une campagne de diabolisation du DDT, où se manifesta pour la première fois ce qui serait une constante de la soi-disant « écologie politique » : la condamnation de technologies au prétexte de leur utilisation anarchique par le capitalisme.

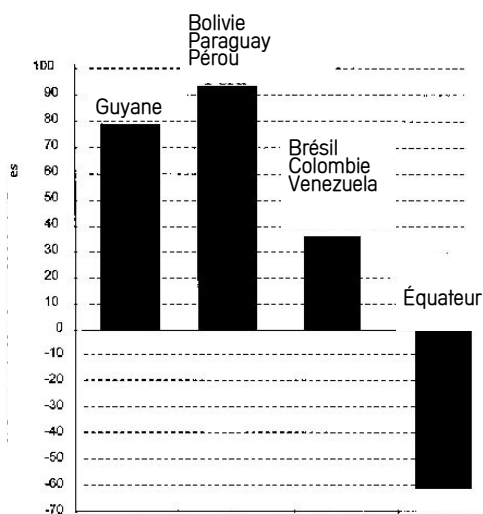
En 1972, l'EPA (Agence de protection de l'environnement des États-Unis) interdit le DDT ; son administrateur William Ruckelshaus prit cette décision sans tenir compte des avis des experts. Les pays européens suivirent. Rapidement, les politiques d'aide au développement s'alignèrent, conditionnant leur aide à l'arrêt de l'utilisation du DDT. En particulier l'USAID (Agence de développement international des États-Unis, surtout soucieuse de défendre l'image et les intérêts de l'impérialisme étasunien) fit pression sur les pays utilisateurs de DDT ; par exemple en 2002 le représentant de l'USAID menaça l'Ouganda d'un boycott par l'Europe et les États-Unis de ses poissons et produits agricoles s'il utilisait le DDT pour combattre le paludisme. En 1986, le Secrétaire d'État George Shultz diffusa vers toutes les ambassades des États-Unis une circulaire appuyant l'interdiction d'une série de produits, dont le DDT, dans les programmes d'aide. L'OMS changea ses stratégies en 1969, puis 1979 et 1992, passant du contrôle des vecteurs (insecticides) au contrôle de la maladie (médicaments). Pour recevoir une aide, les pays devaient désormais se plier aux règles de l'OMS, en particulier donner la primauté au contrôle de la maladie (D. R. Roberts, S. Manguin & J. Mouchet, *op. cit.*).

Les conséquences furent catastrophiques. Le Sri Lan-

LE CYCLE DE TRANSMISSION DU PALUDISME



Variation de la mortalité de 1993 à 1995



ka a arrêté l'aspersion d'habitations en 1961, ce qui a conduit à une recrudescence du paludisme. Il y eut des épidémies après la suspension du traitement d'habitations au DDT au Swaziland (1984) et à Madagascar (1986-88) où on compta 100 000 morts ; les autorités de ces deux pays reprirent l'aspersion de DDT et arrêtaient l'épidémie catastrophique, ainsi à Madagascar l'incidence de paludisme diminua de 90 % après 2 années d'aspersions intra-domiciliaires (D. R. Roberts, S. Manguin & J. Mouchet, *op. cit.*). En Afrique du Sud, une campagne des mouvements « environnementalistes » a convaincu en 1996 le gouvernement de proscrire le DDT (alors qu'il n'y avait aucun signe de résistance parmi les anophèles) et en 4 ans la morbidité du paludisme y a été multipliée par 4. En désespoir de cause, le gouvernement est revenu aux pesticides, et il estime être en passe d'éradiquer le paludisme d'ici 2018 grâce à la réintroduction du DDT (J.-P. Krivine, « DDT et lutte contre le paludisme : la réécriture de l'histoire », *Sciences et pseudo-sciences* 308, avril 2014).

D'autres maladies amenées par des moustiques connaissent aussi une hausse. Ainsi, jusque dans le milieu des années 1970, le DDT était utilisé dans les zones tropicales d'Amérique pour éradiquer le moustique *Aedes aegypti*, vecteur de la dengue et de la fièvre jaune. Avec l'arrêt des aspersion dans les habitations, une nouvelle invasion de ce moustique a amené des éruptions dévastatrices de dengue et une menace de fièvre jaune urbaine (R. Bate, *A case for the DDTs: the war against the war against malaria*, Harvard University Center for International Development, 2001).

Une étude s'est plus particulièrement portée sur l'Amérique du Sud (D. R. Roberts & al., « DDT, global strategies, and a malaria control crisis in South America »,

Emerging Infectious Diseases 3(3), juillet-septembre 1997, pp. 295–302). De 1959 à 1978, le contrôle du paludisme se faisait par aspersion intra-domiciliaire d'insecticide, et effectivement ces pays ont connu de faibles taux de paludisme jusqu'à la fin des années 1970. De 1979 à 1995, il y eut une diminution de l'aspersion des habitations, et il s'ensuivit une croissance exponentielle de l'incidence du paludisme. Les auteurs ont établi un lien causal de la décroissance de l'aspersion de DDT dans les habitations vers la croissance de l'incidence du paludisme. Les budgets pour le contrôle du paludisme dans les Amériques chutèrent de 27 % entre 1994 et 1995 et les subventions de 29 %. Une analyse des données de 1993 à 1995 montre que les pays ayant abandonné l'aspersion ont vu l'incidence monter de 80 à 90 %, tandis qu'elle montait de 35 % pour ceux qui l'ont seulement diminuée ; par contre, l'Équateur, le seul pays à avoir augmenté l'utilisation du DDT depuis 1993, a vu l'incidence chuter de 61 %.

Mensonges et malthusianisme : les brevets et l'écologisme des riches contre la santé et la vie des pauvres

Pour imposer une interdiction totale du DDT, y compris dans son utilisation intra-domiciliaire pour lutter contre le paludisme, les organisations « écologistes » (notamment le WWF placé sous le patronage des têtes couronnées des Pays-Bas et de la Grande Bretagne) et les agences internationales des pays impérialistes (notamment l'USAID) répandirent toute une série de contre-vérités.

Elles ont d'abord prétendu que le DDT est toxique pour l'être humain. Or pendant des décennies, des milliers de travailleurs dans la fabrication et l'épandage agricole du DDT l'ont manipulé sans aucune protection, et n'en ont subi aucune conséquence pour leur santé. Sa toxicité par contact cutané est très faible, celle par ingestion orale dépend du régime alimentaire. Les morts attribuées au DDT furent dues à son mélange avec des produits chimiques ou des solvants. Quant à son caractère prétendument cancérigène, cela peut être vrai pour certaines races de souris, mais il n'y a pas de preuve convaincante pour les humains ; également pour son effet mutagène, il n'y a pas de résultats clairs pour l'humain (A. G. Smith, *op. cit.*). Reste la possibilité de son action comme perturbateur endocrinien, mais ce risque doit être mis en balance avec la mortalité due aux maladies transmises par piqûres d'insectes.

Par contre, deux types d'insecticides de substitution, les carbamates et organophosphates, sont toxiques pour l'humain et dangereux à manipuler, ils requièrent un équipement spécial de protection qui n'est pas toujours disponible dans les pays plus pauvres.

L'USAID prétendit que le DDT est moins efficace et moins économique que les solutions alternatives. Or les insecticides de substitution sont tous soumis à des brevets ; parmi eux, seuls les pyréthroïdes requièrent peu d'équipements de protection, mais ce sont les plus chers ! Le DDT est non seulement meilleur marché, mais il a aussi la plus longue efficacité, 6 à 12 mois, contre 4 à 6 mois pour les pyréthroïdes, et 2 à 6 mois pour les organophosphates et carbamates (WHO Global Malaria Programme, *op. cit.*).

On a ensuite souligné que des résistances au DDT se sont développées parmi les moustiques. En fait, elles se limitent à certaines régions : Afrique de l'Ouest, Asie du Sud-Ouest, Grèce, Egypte, Amérique Centrale et une partie de la Colombie, et dans chacune cela concerne une seule espèce d'anophèle (D. R. Roberts, S. Manguin & J. Mouchet, *op. cit.*). De plus, le DDT garde un effet irritant et répulsif, même vis-à-vis des moustiques résistants, ce qu'a reconnu l'OMS dès 1970 (J.-P. Krivine, *op. cit.*). Enfin, tous les auteurs s'accordent pour dire que cette résistance est due exclusivement à l'épandage massif dans l'agriculture ; vu que tout le monde accepte maintenant de proscrire l'usage du DDT dans l'agriculture, son utilisation uniquement pour la santé publique (par aspersion intra-domiciliaire) ne devrait plus avoir aucune influence sur la résistance des moustiques. Notons également qu'à travers l'Afrique Centrale et de l'Ouest, la résistance des moustiques ne concerne pas seulement le DDT, mais aussi les pyréthroïdes, tandis que des résistances aux carbamates et organophosphates se sont développées en Afrique de l'Ouest, suite à leur utilisation comme insecticides dans l'agriculture (WHO Global Malaria Programme, *op. cit.*).

Les « écologistes » menèrent campagne pour une interdiction globale du DDT en prétendant que sinon il serait également utilisé dans l'agriculture et conduirait à une pollution de l'environnement. Mais un système centralisé fabriquant du DDT et le distribuant directement aux autorités sanitaires des pays concernés, sans passer par des intermédiaires privés, et fournissant juste le volume nécessaire au traitement des habitations, permettrait d'éviter un détournement vers l'usage comme pesticide agricole (D. R. Roberts, S. Manguin & J. Mouchet, *op. cit.*). En fait, la crainte sous-jacente est que le DDT utilisé en Afrique ou en Amérique du Sud soit transporté par des phénomènes atmosphériques vers les latitudes nord, venant ainsi polluer les pays dominants.

On voit ici la parfaite expression de l'arrogance impérialiste déguisée en « écologie » : les pays impérialistes ont pu se débarrasser du paludisme et d'autres maladies transmises par les insectes grâce à un moyen simple et

bon marché, mais vu les dérives anarchiques et polluantes de leur propre agriculture capitaliste, leurs États décident d'interdire aux pays pauvres de l'utiliser pour se débarrasser aussi de ces maladies.

Le malthusianisme est une expression particulière et particulièrement réactionnaire du fait que, pour le capitalisme, il y a une surpopulation, trop de travailleurs potentiels, un chômage de masse à l'échelle planétaire (Valls reconnaître l'existence de « ghettos sociaux », mais sa politique les entretient). Le malthusianisme contemporain prétend que la planète serait trop petite pour contenir tous les pauvres et tous les étrangers. Il s'affiche souvent comme un écologisme politique, plus acceptable que le racisme ouvert pratiqué dans les colonies européennes (code indigène), aux États-Unis jusqu'aux années 1960 (ségrégation), en Afrique du Sud jusqu'aux années 1990 (apartheid), par Israël aujourd'hui. Comme le souligne R. S. Desowitz (*op. cit.*), « *dans des conversations privées, de nombreuses autorités coloniales et nationales feraient part de leur souci qu'un contrôle effectif du paludisme ouvrirait la boîte de Pandore de l'explosion de la population* ». Ainsi l'économiste Edwin J. Cohn de l'USAID opina que l'échec de l'éradication du paludisme était une bonne chose, qu'il y avait trop de travailleurs dans les pays du Tiers-Monde, donc si certains étaient malades, c'était bon pour libérer de l'emploi. Il dit au nom de l'USAID : « *mieux vaut morts que vivants et se reproduisant de façon désordonnée* » (R. S. Desowitz, *op. cit.*).

De nombreux auteurs ont souligné que l'interdiction du DDT ne peut que servir les intérêts des trusts de la chimie, qui produisent les insecticides de substitution et en détiennent les brevets.

Finalement, l'OMS dut opérer un revirement de sa politique ; dans un communiqué du 15 septembre 2006, elle annonça que 30 ans après l'abandon progressif de la pulvérisation à grande échelle des habitations, cette méthode allait à nouveau jouer un rôle important dans la lutte antipaludique. L'OMS reconnaît qu'avec l'aspersion intra-domiciliaire et d'autres mesures, l'incidence du paludisme se trouve réduite de 90 % ou plus dans des régions d'Asie tropicale et d'Amérique du Sud (WHO Global Malaria Programme, *op. cit.*). Enfin l'administration étasunienne abandonna également sa politique visant à interdire l'aspersion de DDT dans les habitations. Mais entretemps, il y avait eu des dizaines de millions de morts.

Médicaments : la course aux profits et le nationalisme aux dépens de la santé publique

Jusque dans les années 1930, la quinine était le seul médicament connu contre le paludisme. Elle était extraite de l'écorce du *Cinchona*, arbre originaire d'Amé-

rique du Sud, mais principalement cultivé sur l'île de Java, alors colonie des Pays-Bas. Son principal inconvénient est qu'elle agit à court terme, nécessitant de répéter les prises, ce qui induit des effets secondaires dus à sa toxicité.

Dans les années 1930, la firme pharmaceutique allemande I.G. Farben développa de nouvelles molécules antipaludiques, d'abord la *résochine*, puis la *sontonchine*. Celle-ci avait peu d'effets secondaires toxiques, mais son action antipaludique était lente. Néanmoins, l'Allemagne ne poursuivit pas de recherches pour améliorer le médicament, et on dit que c'était pour ne pas porter atteinte aux profits du chef Nazi Hermann Goering, détenteur du brevet sur la sontonchine (R. S. Desowitz, *op.cit.*).

Pendant la 2^e Guerre mondiale, les troupes alliées engagées en Afrique du Nord, en Asie et dans le Pacifique étaient massivement atteintes par le paludisme, et l'île de Java, principale source de Cinchona, était occupée par le Japon. Le gouvernement des États-Unis lança un vaste programme de recherche pharmacologique et finit par mettre la main en 1943 sur la formule de la sontonchine, que les chercheurs améliorèrent pour créer la *chloroquine*. Celle-ci devint le médicament de référence, mais elle restait chère et ne fut distribuée qu'avec parcimonie. À partir des années 1960, il n'y avait plus le volontarisme des campagnes de vaccinations massives et d'éradication des maladies des années 1950. S'ajoutait le manque d'infrastructures dans les pays pauvres. La multiplication des traitements mal administrés ou mal suivis entraîna la sélection de souches de plasmodium résistantes à la chloroquine (de la même manière qu'apparaissent aujourd'hui des souches bactériennes résistantes aux antibiotiques).

On en revint à la quinine, mais la plantation de Cinchona ayant cessé à Java, on créa un analogue synthétique, la *méfloquine*, qui fut également distribuée avec parcimonie, par crainte de création de résistances chez le parasite. Il n'y eut aucun effort pour chercher de nouvelles molécules, les trusts pharmaceutiques n'y investirent pas : les coûts astronomiques de recherche, essais expérimentaux et cliniques, démarches d'obtention de brevets et d'autorisation de mise sur le marché ne sont pas rentables quand il s'agit de maladies frappant essentiellement les pauvres (R. S. Desowitz, *op. cit.*).

En 1967, en pleine « révolution culturelle », la bureaucratie maoïste entreprit de réhabiliter l'ancienne médecine et pharmacopée chinoise. L'étude des anciens manuscrits conduisit les chercheurs vers un ouvrage datant de l'an 340 qui décrivait le remarquable effet fébrifuge de l'armoise (*Artemisia annua*). Après des tests concluants de l'effet antipaludique de décoctions d'armoise,

l'extrait fut purifié, obtenant un nouveau médicament, l'*artémisine*. Cette recherche intéressait particulièrement le Vietnam du Nord, engagé dans la guerre contre l'agression étasunienne et pour la réunification du pays, et dont les soldats souffraient massivement du paludisme. Cette circonstance explique l'importance qui fut accordée au projet.

Mais le nationalisme borné de la bureaucratie chinoise fit que ce ne fut qu'en 1979, après la mort de Mao, que la découverte fut annoncée à la communauté scientifique internationale. Celle-ci réagit largement par le scepticisme et le désintérêt des trusts pharmaceutiques aidant, il fallut attendre 1998 pour qu'une compagnie non chinoise (Novartis) se mette à développer ce médicament (alors le principal client potentiel, l'OMS, s'était enfin décidé à s'occuper sérieusement de la lutte contre le paludisme). Mais cela venait tard, la résistance du parasite à la chloroquine et l'arrêt progressif de l'aspersion d'insecticide dans les habitations avaient entretemps fait des ravages meurtriers.

Conclusion

Contrairement à ce que prédisait Rachel Carson, au printemps on entend toujours chanter les oiseaux et les insectes. Mais en toute saison, les médias bourgeois restent généralement silencieux sur les ravages meurtriers du paludisme. Également, comme le souligne R. S. Desowitz, il faut incriminer le silence de nombreux chercheurs qui acceptèrent que l'USAID et d'autres falsifiasent leurs opinions, qui ne protestèrent pas publiquement face au charlatanisme.

La pandémie persistante du paludisme montre comment la santé et la vie des plus pauvres est toujours menacée sous le capitalisme. Elle indique la nécessité d'une nouvelle organisation de la société où les travailleurs prennent directement en mains leur sort, basée sur la satisfaction des besoins des populations plutôt que la recherche de profits, la médecine socialisée plutôt que le mécénat, la science plutôt que l'obscurantisme « vert », la planification rationnelle plutôt que les modes politiques, le débat ouvert et informé plutôt que les passe-droits bureaucratiques et la corruption, la solidarité internationale plutôt que le nationalisme stalinien ou maoïste.

15 mars 2015



Grève générale de la santé pour le retrait du projet de loi Touraine et de tous les plans du type Hirsch !

La majorité PS-PRG a voté fin 2014 un budget qui prévoit de ponctionner 3 milliards d'ici 2017 dans les hôpitaux, ce qui menace le droit aux soins de la plus grande partie de la population (outre la saturation des urgences, le droit à l'IVG est déjà en pratique réduit sur une partie du territoire).

Par contre, Hollande vient d'augmenter le budget de l'armée de 4 milliards d'euros : toujours plus pour l'impérialisme et le militarisme, toujours moins pour l'éducation et la santé. Le projet de loi Touraine veut y contribuer avec ses « *communautés hospitalières de territoire* » ; les ARS et la direction de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (APHP) s'y emploient directement.

À la question posée par un journal patronal : « *Les hôpitaux doivent économiser 3 milliards en trois ans. Qu'est-ce que cela implique pour l'APHP, qui pèse 10 % des budgets hospitaliers ?* », le directeur général de l'APHP répond :

Après avoir réalisé un effort de 125 millions d'euros en 2014, nous avons programmé cette année 150 millions de gains d'efficience... Il en faudra d'autres, importants, les années suivantes... On peut adapter l'organisation du travail, avec un plus grand nombre de personnes travaillant 7 h 30 ou 7 heures par jour, d'autres peut-être 10 heures... À l'arrivée, il y aura certes moins de jours à récupérer... (Les Échos, 19 mars)

Depuis 2012, les chefs syndicaux savent que le gouvernement poursuit la politique de santé du précédent. Depuis septembre 2014, les chefs syndicaux savent qu'il veut économiser 3 milliards dans les hôpitaux publics. Depuis mars 2015 au moins, les chefs syndicaux savent que Hirsch a l'intention de limiter les RTT sans recruter, qu'il veut accroître la charge de travail.

L'ancien ministre du gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot, précise, dans la même entrevue, qu'il veut associer à son projet « *les représentants des personnels avec lesquels je travaille étroitement depuis mon arrivée* ». En effet, le 6 mai, les responsables de tous les syndicats de la région parisienne étaient à la réunion convoquée par Hirsch pour « *partager l'état des lieux* ». Le compte temps s'élève à 74,7 millions d'euros car les soignants ne peuvent pas prendre leurs RTT faute d'effectif suffisant.

Pourquoi les directions syndicales de la région parisienne acceptent-elles de « *travailler étroitement* » avec le directeur de l'APHP qui ne cache pas ses intentions ? Pourquoi discutent-elles avec le représentant du gouvernement Hollande-Valls-Touraine de la manière de diminuer les salaires de 20 millions d'euros au détriment des 75 000 travailleurs (hors médecins) des 38 hôpitaux de la région parisienne ?

Si le plan Hirsch s'applique, ce sera un encouragement au gouvernement, aux ARS, aux directrices et directeurs de tous les centres hospitaliers. Les soignants, les administratifs, les techniciens se sont mobilisés contre la fermeture de services et pour défendre les RTT à Rennes, Marseille, Strasbourg, Toulouse, en région parisienne...

Les travailleuses et les travailleurs de la santé publique sont confrontés à une politique nationale, organisée méthodiquement par l'État au service des capitalistes. Or, leur résistance est jusqu'à présent saucissonnée région par région, voire établissement par établissement. Les travailleuses et les travailleurs de la santé, pas plus que les autres, ne peuvent gagner avec des simulacres de lutte comme, en région parisienne, les « journées d'action » des 21 mai, 28 mai, 2 juin, 11 juin... Ces exutoires décidés par les bureaucraties syndicales complètent la poursuite de leur « dialogue social » avec le gouvernement bourgeois, le ministère et leurs représentants comme Hirsch.

Ceux de l'APHP ne doivent pas rester dispersés hôpital par hôpital ni isolés de la province. Les travailleurs doivent s'organiser en comités d'action pour imposer aux directions syndicales qu'elles rompent le « dialogue » sur les attaques, pour que les assemblées générales décident et se coordonnent.

Non à la coupure de 3 milliards ! Aucune baisse de salaire ni de congé ! À bas le budget de la santé publique ! Retrait du projet de loi Hollande - Valls - Touraine et du plan Hirsch !

Boycott syndical de toutes les négociations des attaques ! Boycott des conférences régionales de la santé et de l'autonomie ainsi que des conseils de surveillance des hôpitaux qui les appliquent !

Abrogation des lois T2A et HPST ! Réouverture des services et création des lits indispensables ! Embauche des personnels nécessaires, sur la base de l'évaluation des besoins par les personnels eux-mêmes ! Titularisation des précaires !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des cliniques privées, des labos pharmaceutiques, des groupes financiers de l'assurance santé ! Gratuité de tous les soins ! Abrogation de toutes les exonérations de cotisations sociales des patrons ! Une sécurité sociale unifiée gérée par les syndicats de travailleurs !

Gouvernement des travailleurs, seul capable de sauver la santé publique et d'affronter les groupes capitalistes !

2 juin 2015

groupemarxiste.info